

Dans ce numéro :

SYNDICATS : FST, un oui exemplaire aux 40 heures.

ARGENTINE : Un début de résistance.

ESPAGNE : Le débat syndical.

USA : La farce électorale.

CINEMA : "Le Grand Soir" de Francis Reusser.

N° 145 13 novembre 76

Fr. 2.-

la brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire

NE PERDONS PAS NOTRE VIE A LA GAGNER

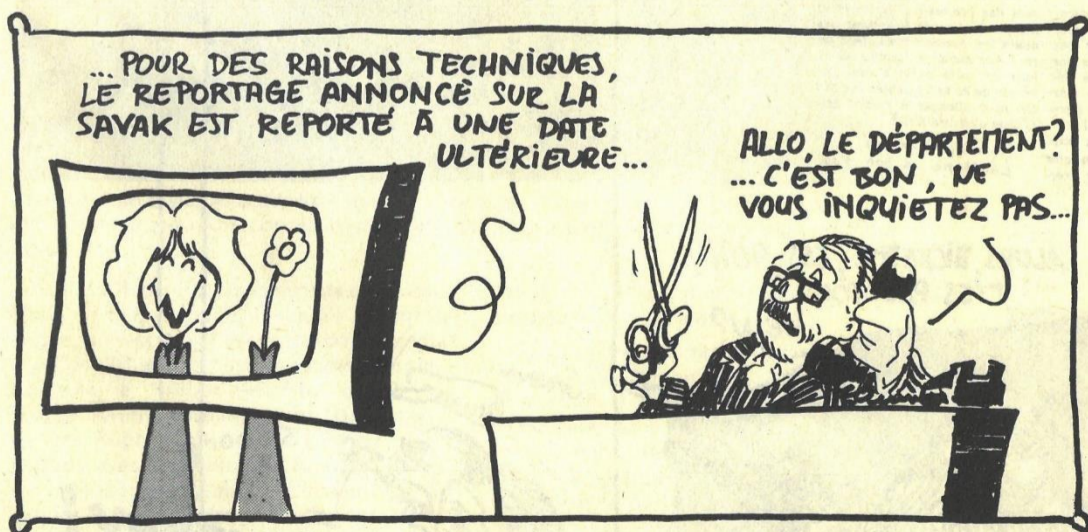
Quand le patronat suisse aura l'amabilité d'accorder les 40 heures, ce sera déjà trop tard ! Il aura réussi à augmenter la productivité du travail à un point tel que pas un poste de travail ne sera créé. Entretemps, nous serons tous devenus un plus dingues...

C'est vrai qu'en introduisant les 40 heures, on ne peut pas faire plaisir à tout le monde en même temps... Le patronat n'est pas d'accord, pas étonnant, il a effectivement quelque chose à y perdre: une partie de ses profits.

Préparons notre oui aux 40 heures le 5 décembre, pour mieux sortir demain notre non à la paix du travail et réclamer dans les conventions la ristourne de la crise !



40 h. IMMEDIATEMENT



Un reportage sur la Savak en Suisse, annoncé dans les programmes de la TV suisse allemande a été censuré. Le Conseil fédéral aurait-il peur de voir sa complicité avec le régime du Shah dévoilée ?

page 6-7

CHEVALLAZ inaugure aux Ateliers des Charmilles une nouvelle émission TV : "A armes inégales"...

Page 5

HORLOGERIE: euphorie pour les patrons (les affaires ne vont pas si mal), absurdité pour les travailleurs: 20'000 postes de travail ont été supprimés en quelques années, pendant que les 53'000 travailleurs "épargnés" sont contraints de travailler à des cadences toujours plus infernales.

On peut déduire des chiffres d'un rapport d'expertise confidentiel sur la situation de l'horlogerie que la productivité du travail y a augmenté d'environ 40 o/o en deux ans. Et avec ça, le tribunal arbitral viole la convention collective (comme à Dubied) en refusant le réajustement au coût de la vie ! Page 3

sommaire

ACTUALITE NATIONALE

Document exclusif sur l'horlogerie	3
Chronique des Comités 40 heures	3
Bienne : élections communales	5
Congrès du PSS	8

SOCIAL

La journée d'une femme n'est jamais finie	4
Dans les syndicats : La FST, un OUI exemplaire aux 40 heures	5
Genève : Chevallaz aux Charmilles "A armes inégales"	5

ACTUALITE INTERNATIONALE

Seveso : interview d'un médecin de Médecine démocratique	8
Argentine : un début de résistance ouvrière	9
Pologne : lettre à Gierek des ouvriers d'URSUS	9
Irlande : Pour que les Murray vivent	9
Espagne : le débat syndical	10

DOSSIER CENTRAL

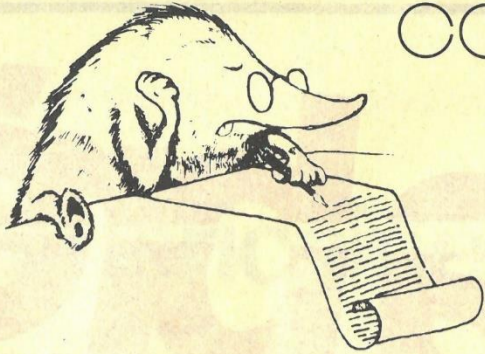
IRAN 1917-1951 2 révolutions trahies la SAVAK aux USA Emission censurée à la TV	6-7
---	-----

L'EVENEMENT

La roulette américaine	12
------------------------	----

FILMS

Le Grand Soir de Francis Reusser 2 critiques	11
---	----



courrier des lecteurs

Chers Camarades,

Vos articles sur la Hongrie de 1956 m'inspirent quelques réflexions.

Vous insistez avec raison sur le fait que les insurgés étaient à l'époque entièrement seuls dans leur combat. Les cris de soutien du "monde libre" parvenaient mal à camoufler qu'ils étaient en réalité des cris de haine anticommuniste, dictés par les lois implacables de la guerre froide. La presse acclamait la révolution hongroise — et peut-être y avait-il même quelque chose de sincère —, mais ce qui est certain, c'est que l'écrasement du mouvement insurrectionnel par les chars soviétiques, fut l'événement le plus intimement souhaité, consciemment ou non, par cette bourgeoisie, qui n'attendait que ça pour justifier pleinement l'armement du "monde libre" et intensifier son acharnement contre tout ce qui pouvait être suspecté "de gauche".

Sait-on à ce propos ce qui s'est passé en Suisse, où l'hystérique chasse aux sorcières prit par moment presque l'allure d'un pogrom? Comme sous le nazisme, des affiches furent apposées dans certaines localités de la région zurichoise par exemple, dénonçant que dans telle maison habite un communiste et que quiconque le fréquente doit être méprisé comme un ennemi de la liberté.

Fils d'un intellectuel marxiste, j'ai moi-même grandi en Suisse allemande et vécu ces événements pendant mon adolescence. J'héritais donc d'une lourde culpabilité, que je portais sur moi comme une étoile de David, impossible à enlever. Elle m'a valu des humiliations odieuses et même l'exclusion physique du conservatoire de musique de Bâle en novembre 1956, au nom de l'ordre, de la liberté et... de la santé de mon professeur. Le virus de la plus honteuse des maladies, le marxisme, risquait d'être introduit par un enfant dans un haut lieu de la culture et de contaminer des innocents.

En commentant tout cela la bourgeoisie avait la meilleure conscience du monde. L'hypocrisie était à son apogée, le fascisme de bon ton.

Il n'y a que 20 ans de cela. Depuis peu de temps les positions se durcissent à nouveau, initiant peut-être un nouveau type de guerre froide. La répression contre les groupes marginaux s'intensifie et il est de notre devoir de rester très vigilants et de dénoncer toute nouvelle manifestation du fascisme.

Lausanne, le 5 novembre 1976 J.M.

Le 24 octobre 1976
Dans la dernière Brèche (no 143, 15. 10. 76, réd.), il y a un article de M. R. : "Qui a peur de la relance?". A mon avis cet exposé est très très mauvais. Il s'agit d'un texte uniquement descriptif, qui n'a rien à voir avec la théorie et l'analyse marxistes. De plus M. R. arrive à la conclusion aussi absurde que naïve que la bourgeoisie a peur de la relance. Les raisons invoquées ne tiennent pas debout. Même s'il y a quelques entrepreneurs clairvoyants qui craignent un rebondissement des requêtes des salariés, il ne

faut pas confondre une certaine crainte ou plutôt une vague appréhension avec de la peur. Je peux t'assurer que la bourgeoisie se sent très sûre, ce qui n'est pas étonnant tant que son appareil de manipulation idéologique et d'état est totalement intact et continuellement renforcé. Si je trouve le temps, j'essaierai d'écrire une critique, car il me semble important de ne pas laisser passer sans autre de tels articles qui abondent de contradictions et d'erreurs.

Cordialement
Norbert

Un sympathisant du PdT/POP
Lausanne, le 26 octobre 1976
Camarades,
Je réponds à la lettre ouverte à la V.O. parue dans La Brèche no 141 du 16 septembre dernier, édito page 3. Votre organisation, la LMR, demande de publier le texte "Prendrez-vous la défense des travailleurs polonais". Je trouve tout à fait regrettable que la "Voix Ouvrière" n'ait pas jugé utile de la publier. Aurait-elle

peur de la Vérité ? oui, certainement !
Il n'y a pas si longtemps, la V.O. sur presque toute une page commentait les élections en Tchécoslovaquie, et du coup on accepte la normalisation ! Eh, toc ! Ça suffit maintenant. Y'en a trop; et ça déborde !
Exigeons :
— "La libération des travailleurs et intellectuels réprimés" !
Salutations révolutionnaires.
J. K., Lausanne

Camarades,
(...)
Dans tous les articles consacrés à l'immigration, celle-ci est une abstraction; jamais les petites choses de la vie quotidienne de l'immigrant n'y apparaissent.
On pourra me répondre que cela est dû au fait que les immigrants ne lisent pas La Brèche. Moi, je pense que les immigrants, si cela continue comme ça, ne la liront jamais.

être remplacés ou accompagnés plus souvent par des rubriques sur la condition des immigrants. (Vous oubliez que l'immigration est composée d'hommes, femmes, écoliers, qui quotidiennement subissent l'exploitation capitaliste et l'oppression culturelle. Que sait-on sur l'immigration en Suisse allemande.). Je n'ai pas voulu attendre que les journalistes de La Brèche se rendent compte que même si l'immigration ne parle pas français, elle a beaucoup de choses à dire.

Tout d'abord parce que les rubriques Espagne, Italie sont des articles énormes, indigestes, sans aucune subjectivité, faits à partir d'autres textes (Inprecor, Rouge, etc.) Ensuite parce qu'ils ne sont élaborés que pour "l'avant-garde" qui de toute manière ne les lit pas, parce qu'elle lit Inprecor ou Rouge, ou Libération ou Le Monde.
Je pense que ces articles pourraient

L'immigration n'a aucun canal d'expression, j'ai attendu longtemps que La Brèche le devienne. La Brèche a attendu (comme les journalistes bourgeois) que l'immigration apprenne à écrire et à taper à la machine en français sans doute...
L'immigration attend de vous, camarades, que vous dénonciez dans les détails l'exploitation que la bourgeoisie lui impose.
Michael

abonnez-vous

Abonnement à la Brèche :
abonnement de soutien : fr. 100.-
un an, enveloppe ouverte : fr. 45.-
un an, enveloppe fermée : fr. 55.-
un an, étranger (Europe) : fr. 80.-
Outre-mer : prendre contact avec nous

Abonnement Brèche et Inprecor couplés :
un an, enveloppe ouverte : fr. 85.-
un an, enveloppe fermée : fr. 100.-
Journal "La Brèche", CCP 10 - 25 669
Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale
1000 Lausanne 17

Ed. resp. C.A. Udry.
Imprimerie : Cedips, Lausanne.

Je désire m'abonner à la Brèche, à la Brèche
et Inprecor (souligner ce qui convient) :

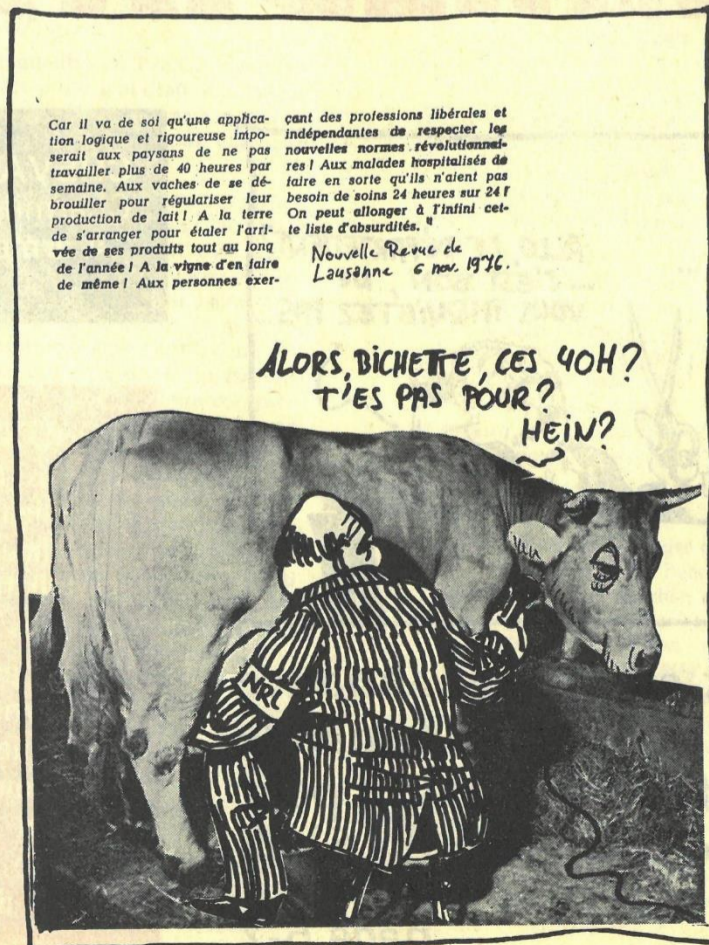
Nom :
Adresse :

Abonnement désiré :

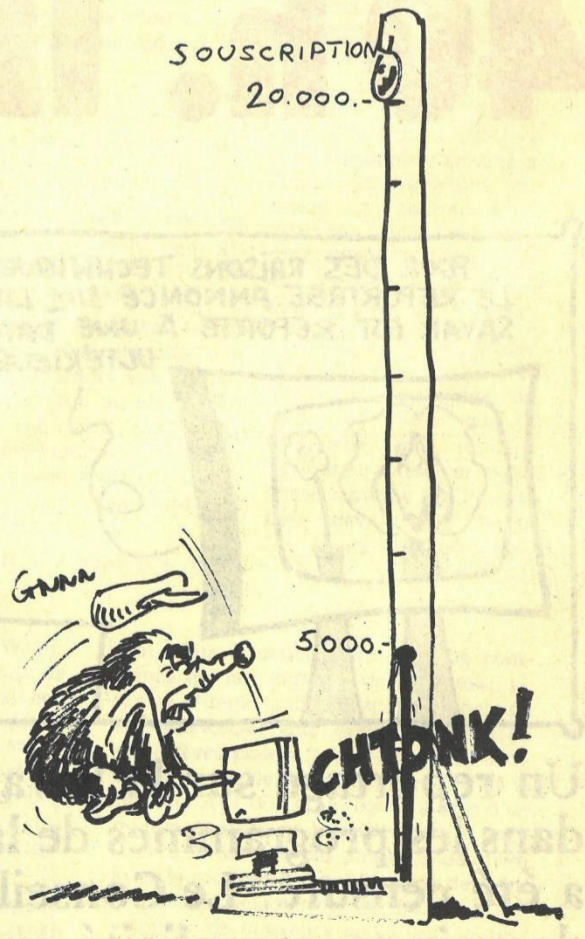
Adresses des sections:

Aarau	Postfach 554	5001	Aarau
Baden	Postfach 495	5401	Baden
Bâle	Postfach 820	4001	Bâle 1
Berne	Postfach 1221	3001	Berne 1
Bienne	Case 13	2500	Bienne 4
Fribourg	Case 28	1700	Fribourg 6
Genève	Case 193 Taupe	1211	Genève 2
Jura	Case 59	2800	Delémont 1
La Chaux de Fonds	Case 065	2301	La Chaux de Fonds
Lausanne	Case Postale	1000	Lausanne 17
Lucerne	Postfach 55	6000	Lucerne 14
Neuchâtel	Case 32	2000	Neuchâtel 12
Oltén	Postfach 461	4601	Oltén
Renens	Case 186	1020	Renens
Soleure	Postfach 359	4501	Soleure
Tessin	Cas. postale 12	6932	Breganzona
Winterthur	Postfach 124	8406	Winterthur
Zoug	Postfach 1155	6300	Zoug
Zurich	Postfach 299	8031	Zurich

PRESSE POUR RI(R)E...



SOUSCRIPTION
20.000.-



POUR LES 40 HEURES,
RML, ZURICH, CCP 80 - 44 457
mention "40 heures"

Document

Le rapport d'expert propose de verser la compensation du renchérissement – le tribunal arbitral la refuse – la FTMH se tait.

Horlogerie

EXCLUSIF !

53 000 ouvriers horlogers produisent 11% de plus que 70 000 il y a 2 ans !

Un rapport de synthèse confidentiel sur la situation de l'industrie horlogère, réalisé sur la base de données statistiques auprès d'un nombre représentatif d'entreprises devait permettre au "tribunal arbitral" de trancher au sujet de la revendication de la FTMH: fallait-il accorder une compensation au renchérissement ou non pour 1976 ? Le tribunal arbitral (un juge soi-disant "neutre" et deux assesseurs nommés par les parties), on l'a vu dans notre dernier numéro, a décidé de ne rien accorder du tout ! Or, le rapport soumis à ce tribunal bourgeois concluait que l'industrie horlogère, du point de vue financier, pouvait fort bien supporter cette "dépense", au moins en partie.

De plus, ce rapport contient des révélations explosives quant à la hausse formidable de la productivité du travail dans l'horlogerie suisse depuis deux ans. Toutes ces données confidentielles, nous avons pu les consulter: elles ne font que souligner le silence coupable des dirigeants de la FTMH, tels Tschumi, qui n'ont pas émis le moindre commentaire sur cette sentence arbitrale. Garder le silence sur de tels faits équivaut à renoncer à défendre les intérêts des travailleurs de l'horlogerie.

D'autant que c'est la deuxième fois cette année (avec Dubied) qu'un tribunal arbitral entérine une violation flagrante d'une convention collective (en l'occurrence, l'accord conventionnel signé en juin 1974).

UNE SITUATION FINANCIERE PAS SI DESASTREUSE QUE CA....

Les entreprises horlogères sont réparties par l'expert en 3 groupes: Groupe I: fabrication des montres; Groupe II: pièces détachées; Groupe III: ébauches et pièces réglantes. Tirons d'emblée l'essentiel de l'analyse de la situation financière des entreprises interrogées: les moyens financiers propres des entreprises pour les amortissements et les bénéfices déclarés ("Cash Flow") ont été positifs jusqu'en 1974, et légèrement négatifs (sauf dans le Groupe I) en 1975, mais, note l'expert, du fait que "1973 et 1974 ont été de "bonnes" années, on peut conclure qu'en 73 et 74 les installations ont pu être amorties en quantité habituelle et même que les réserves habituelles ont pu être réalisées, alors qu'en 1975 une partie seulement des amortissements ont pu être effectués".

Pendant ce temps, le niveau de l'emploi entre 1973 et 1975 a baissé de 20 o/o, et même de 25 o/o jusqu'au 31 mars 1976. A cela s'ajoute un chômage partiel en moyenne de 16,2 o/o.

Le chiffre d'affaire n'a cessé de grimper dans le Groupe I (les grandes marques Omega, Tissot, Longines, Eterna, etc), alors qu'il baissait de 1974 à 1975 dans les deux autres groupes, mais montait malgré tout de 73 à 75 à l'échelle de la branche.

Dès lors, en prenant l'indice 100 pour 73, et en rapportant le chiffre d'affaire au nombre de salariés, cet indice n'a cessé de monter: 1973 = 100, 1974 = 112,6, 1975 = 115,9. En d'autres termes, chaque travailleur de l'horlogerie a produit un nombre sans cesse croissant de pièces vendues ! Sur deux ans, cette augmentation représente 16 o/o, c'est-à-dire 13'000 francs de chiffre d'affaire supplémentaire par travailleur.

"En d'autres termes, cela signifie que la productivité par travailleur a augmenté fortement. Les raisons résident dans des mesures de rationalisation et dans une élévation de l'intensité du travail." (souligné par nous).

L'exploitation des travailleurs a non seulement connu un bond en 74 et 75, mais cela a continué en 1976. "La conséquence en est, note l'expert, un degré plus élevé d'utilisation du facteur de production travail et ainsi une baisse des coûts salariaux par pièce". Des mots bien savants pour dire que les patrons ont produit à meilleur marché en forçant les travailleurs à travailler beaucoup plus vite.

Avec 23 o/o de travailleurs en moins, un chômage partiel de plus de 15 o/o, le patronat horloger a réussi à faire produire chaque année autant et même 11 o/o de pièces de plus qu'avant la "crise": cette absurdité, même la semaine de 40 heures serait insuffisante pour y mettre fin, ce sont les 35 heures immédiatement qu'il faut imposer.

LE FRIC POUR PAYER LA COMPENSATION EST LA....

Les travailleurs de l'horlogerie se disent sans doute que

"ça va mal"; les dirigeants syndicaux les encouragent (ou plutôt les découragent !) à attendre la "reprise des affaires" pour revendiquer des améliorations.

Pendant ce temps, les patrons horlogers rigolent... L'expert dit textuellement: "durant la récession l'industrie horlogère a fortement amélioré sa position de départ pour la reprise à venir (...)

L'augmentation de la productivité du travail a vraisemblablement plus que dépassé l'augmentation des prix (des prix des produits terminés, due au renchérissement du franc suisse, réd.)."

Mais pas seulement grâce à l'augmentation des cadences de travail – les salaires aussi ont baissé. Depuis le début 1975, ils n'ont plus été réajustés au coût de la vie ! La perte sèche représenterait, d'après l'expert, environ 12 millions de francs. Et les salaires horlogers sont déjà les plus bas de Suisse. L'expert déclare: "Le retard de l'industrie horlogère par rapport aux autres branches peut facilement continuer à s'accroître si la compensation du renchérissement n'est pas accordée au moins partiellement". L'expert note plus loin que, du fait du recul de l'emploi, les entreprises ont beaucoup moins de salariés à payer et que "l'industrie horlogère a fortement rationalisé et possède l'avantage face à la concurrence étrangère d'une faible inflation interne et de matières premières bon marché. Ces circonstances réduisent la surévaluation du franc". Ces données... "montrent que l'industrie horlogère a fortement amélioré ses coûts durant la récession. En principe, on peut en déduire qu'il est possible de maintenir le niveau de vie des employés".

L'expert note par ailleurs: "l'augmentation moyenne du chiffre d'affaire par travailleur de 1974 à 1975 est 3,8 fois plus grande que les moyens nécessaires pour accorder la compensation du renchérissement". Et de rappeler que, entre 1973 et 1974, la hausse de productivité par travailleur avait été 14,6 fois plus grande que la somme nécessaire au réajustement !

Conclusion: l'expert est d'avis qu'il faut accorder une partie de la revendication avancée par la FTMH pour compenser la hausse du coût de la vie. La FTMH demandait 20 centimes à l'heure au 1er janvier 1976, et autant le 1er août, l'expert propose la moitié. Cela mettrait-il en cause l'une ou l'autre des entreprises ? "Personnellement je conteste la conception selon laquelle une firme qui serait mise en difficulté à cause de ces prestations supplémentaires n'aurait pas de chances de survie". Et "Il faut réfléchir à la situation très difficile de nombreux travailleurs de l'horlogerie causée par le chômage partiel très répandu".

Bien entendu, l'expert se contente de représenter le point de vue de l'analyste financier lié aux capitalistes de l'horlogerie. Mais il apparaît clairement à travers ces chiffres que les patrons horlogers ont accumulé des réserves parfaitement suffisantes pour y puiser l'équivalent du paiement complet du réajustement des salaires au coût de la vie. Il faut prendre l'argent où il est !

L'expert termine par un avertissement. Ni les patrons, ni le tribunal arbitral, ni les dirigeants de la FTMH-horlogerie n'ont voulu l'entendre: "Des réactions d'insatisfaction en cas de réajustement incomplet au coût de la vie seraient à peine exclues, les concernés ayant dû enregistrer depuis avril 1975 des baisses de salaire réel". Il est vrai que l'expert tablait sur la probabilité que "la FTMH ferait vraisemblablement du réajustement un thème de longue durée". Il se trompait. Les patrons savaient que les dirigeants de la FTMH ne lèveraient pas le petit doigt, ils savaient malheureusement qu'ils n'avaient rien à craindre de ce côté-là !

L'heure est venue de montrer aux patrons horlogers qu'il faut tenir compte de la réaction des travailleurs de l'horlogerie. Comme les grévistes de BULOVA et de DUBIED, il faut leur montrer que la classe ouvrière de toute la région horlogère en a ras-le-bol !

Exigeons l'application intégrale des accords conventionnels sur le renchérissement signés en 74 !

OUI aux 40 heures le 5 décembre, premier pas vers la lutte pour imposer la répartition du travail disponible entre tous, grâce à l'abaissement de la durée du travail !

9.11.1976 F.G.

Chronique des Comités 40 h

GENEVE

13 novembre : journée d'action de l'Union des Travailleurs Genevois (UTG, ex-UTC). Le Comité 40 heures tiendra trois stands en ville à cette occasion.

19 novembre : "MEETING-DEBAT UNITAIRE DES TRAVAILLEURS", "pour la conquête des 40 heures", avec débat et prise de parole de l'UTG (regroupant les principales organisations politiques et syndicales traditionnelles) et du Comité 40 heures, qui appellent séparément au meeting (salle du Faubourg).

L'Union des Travailleurs Genevois a publié le 10.11.76 un communiqué d'appui à l'initiative. Tous les partis de gauche, tous les syndicats genevois (le Cartel syndical rompt donc la discipline de l'USS), y compris la FTMH, ainsi que les syndicats chrétiens, le Syntec, deux groupements d'immigrés (CLI et ATEES), le Centre de Contact, le Mouvement Populaire des Familles (le MPF a pris position pour le OUI au niveau romand), l'AVIVO et le Centre Social Protestant, ainsi que le Ministère protestant dans l'industrie, appellent leurs membres à voter OUI le 5 décembre et promettent de faire une campagne active.

LES JURISTES PROGRESSISTES EN FAVEUR DES 40 HEURES

L'Association des juristes progressistes invite à voter OUI à l'initiative pour l'introduction des 40 heures hebdomadaires de travail (votation du 5 décembre 1976).

La Suisse étant le pays d'Europe où la durée effective du travail salarié est la plus élevée, une réduction rapide de cette durée représente une exigence élémentaire de justice sociale. Elle est aussi une mesure fondamentale pour la santé publique et plus particulièrement la médecine préventive.

BALE

La section locale du syndicat de la chimie, du textile et du papier (FTCP) a décidé d'appeler à voter OUI aux 40 heures le 5 décembre.

VAUD

Des meetings-débats consacrés aux 40 heures (organisés par le Comité 40 H-Vaud ou auxquels il est invité) auront lieu :

le 18 novembre à Vevey et Renens (20 h 30, Tir fédéral)

le 19 novembre à Lucens (salle communale)

le 20 novembre à Lausanne (USL)

le 25 novembre à Montreux

le 30 novembre à la TV romande

le 1er décembre à Orbe (20 h, Buvette du Casino)

le 2 décembre à Yverdon (20 h 15, Café du Casino)

FRIBOURG

Un Comité 40 heures s'est constitué récemment à Fribourg. Il est composé de militants syndicalistes et de membres de diverses organisations du mouvement ouvrier. Il a décidé de propager le matériel du Comité national et demander un appui financier et militant à toutes les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier fribourgeois. Il organisera des meetings et des stands de propagande. En collaboration avec le MLF local, qui a adhéré au Comité, il est en train d'effectuer une enquête sur la double journée de travail des femmes salariées.

A noter que le Comité de Crise, qui a été sollicité pour impulser un débat sur la question des 40 heures, s'y est refusé, préférant se limiter à un soutien aux travailleurs qui entrent en lutte, comme il l'a fait lors de la grève de Dubied. On ne peut que regretter cette décision, qui part d'une incompréhension de la nécessité des 40 heures en cette période de crise.

ZURICH

Lors d'un vote "consultatif", le Cartel syndical zurichois (ville) a fait apparaître une majorité écrasante pour le OUI à l'initiative 40 h le 5 décembre prochain : 53 voix contre 7. (La position de l'USS au niveau national interdit aux cartels locaux de se prononcer officiellement pour le OUI).

LUCERNE

Le PS de la ville de Lucerne avait lui aussi pris position pour le OUI avant le congrès, et chargé ses délégués de défendre le OUI. Plusieurs de ses membres participent activement au Comité 40 h, qui regroupe une soixantaine de membres, et organise une fête 40 heures ainsi que de nombreux meetings-débats dans tout le canton.

rejoignez les comités !

La journée d'une femme n'est jamais finie

La lutte en faveur des 40 h. immédiatement pour tous les salarié(e)s, sans diminution du salaire, sans augmentation des cadences: c'est un premier pas dans la lutte contre l'exploitation des travailleurs et des travailleuses.

"40 heures c'est une limite légale. Cela ne changera pas grande chose pour nous, nos journées de travail ne sont jamais finies", rétorquent souvent les femmes à qui l'on parle de l'initiative 40 h.

C'est vrai, la réduction du temps de travail (salarié) à 40 heures n'apportera à elle seule pas de changements significatifs à la situation des femmes.

— le droit à une formation égale, sans discriminations de sexes qui permette l'accès aux mêmes emplois et mêmes salaires pour tous, afin d'assurer l'indépendance économique des femmes et rompre leur isolement au foyer;

— le partage des tâches domestiques entre hommes et femmes, déjà aujourd'hui, ce qui implique des droits pour les hommes et les femmes, par exemple des congés payés pour s'occuper des enfants malades.

— la socialisation des tâches domestiques: au lieu que chaque femme doive se débrouiller toute seule, faire les mêmes gestes que ses voisines, aux mêmes heures (cuisiner, nettoyer, laver, repasser, etc.) il serait possible d'organiser ces tâches collectivement en mettant à disposition les moyens électroménagers les plus efficaces, et des services sociaux bon marché et de qualité dans les immeubles, dans les quartiers. Tout cela existe déjà partiellement: restaurants, blanchisseries, etc. Mais tout cela est cher, parce que soumis à la loi de la concurrence, du profit et du gaspillage. Et comme la bourgeoisie s'arrange toujours pour faire payer les travailleurs en augmentant les impôts ou en faisant monter les prix, il faut se battre pour que le développement de ces services soit financé par un impôt prélevé sur les gros revenus et les bénéficiaires des entreprises.

— la création de crèches et de garderies d'enfants dans tous les quartiers, l'éducation des enfants liée à la vie sociale et prise en charge

collectivement.

Une récente enquête de l'OCDE montre qu'en Europe les femmes actives sans enfants, consacrent au minimum 25 heures par semaine au travail ménager et 35 à 40 heures lorsqu'elles ont deux enfants ou plus. Ces heures-là la bourgeoisie ne les comptabilise pas: pour elle, il est normal que la vie d'une femme soit "rythmée" par et pour celle de ses enfants et du mari.

"Normal" parce qu'avantageux: des milliers d'heures sont consacrées à ce travail occulte, marginal, atomisé qu'est le travail domestique, sans qu'un seul centime ne soit déboursé pour ces tâches souvent répétitives et ennuyeuses que les femmes accomplissent quotidiennement.

L'initiative des 40 heures pose la question de la réduction du temps de travail pour tous les salarié(e)s, à elle seule ne peut répondre à l'ensemble des problèmes soulevés par le travail des femmes dans la société capitaliste: travail domestique double journée de travail, discriminations sur le plan professionnel, etc. Poser ces questions, c'est remettre fondamentalement en cause l'organisation globale du travail et de la vie sociale et donc lutter pour une société dans laquelle ni le sexe, ni la race, ni l'âge, ni la nationalité ne seront des facteurs discriminants. C'est lutter pour une société socialiste qui tienne compte des besoins de tous les individus.

C'est à cette lutte pour la réduction et contre la division du travail (le ménage aux femmes; les postes qualifiés aux hommes) que commencent à participer de plus en plus de femmes qui s'organisent entre elles pour définir leurs revendications spécifiques, par exemple:

Mais quels intérêts les femmes ménagères et travailleuses ont-elles à la réduction du temps de travail salarié à 40 heures pour tous immédiatement ?

Les travailleuses salariées, qui sont-elles ? que font-elles ? 48,4 o/o des femmes d'âge actif, 29,2 o/o des femmes mariées (1) sont insérées dans ces professions "typiquement féminines" où l'on travaille jusqu'à 60 heures par semaine :

— 44/45 h. dans les secteurs industriels : textile, alimentation, horlogerie, tabac, et jusqu'à 50 heures dans le vêtement.

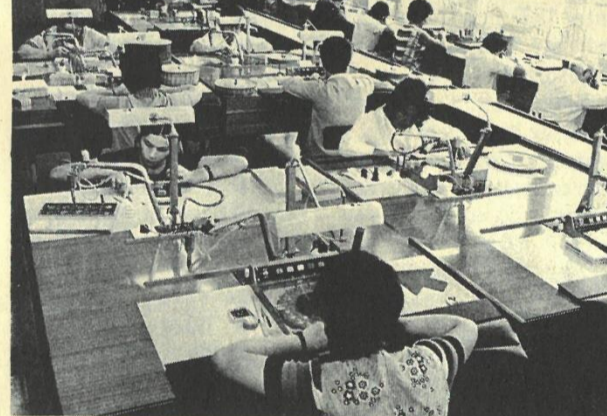
— dans les hôpitaux (où 70-80 o/o du personnel est féminin), beaucoup de femmes font en moyenne 55 h. dans les services (cuisines, nettoyage)

— dans l'hôtellerie, les magasins, jusqu'à 50 h. avec des horaires du soir.

— les femmes de ménage et "employées de maison" font en moyenne 64 heures par semaine.

Seulement 25 o/o des femmes actives ont appris un métier. Elles doivent se contenter de postes sans qualification, aux horaires longs, où les conditions de travail sont souvent plus abrutissantes. Quant à leurs salaires, ils sont jusqu'à 40 o/o inférieurs à ceux des hommes.

De nombreuses femmes travaillent à temps partiel



ou à domicile pour mieux concilier leur double travail d'ouvrière ou d'employée et de mère de famille. Cette situation fait d'elles des tra-

vailleuses de seconde catégorie dans la mesure où les patrons les considèrent comme une main-d'œuvre bon marché, disponible quand il y a du travail, facilement licenciable en période de récession. Les plus vulnérables au chômage, elles sont pourtant souvent sous-assurées : elles n'ont pas facilement droit aux congés de maternités, de maladies, et peu d'entre elles touchent les indemnités de chômage.

Quant aux autres femmes, celles qui travaillent à temps complet, souvent elles "jouissent" de l'horaire libre qui leur "permet" de mieux organiser leur double travail. Présenté par les patrons comme un privilège, l'horaire libre n'est qu'un piège visant à mieux concilier le double horaire des femmes, c'est-à-dire à mieux les exploiter durant leurs heures de travail payé. Avec l'horaire "libre" : plus d'excuse valable en cas d'absence. Ainsi, avec cet horaire, le temps global de travail augmente de fait. Partir à 11 h. pour préparer le repas : un privilège ?

A cela s'ajoutent les heures nécessaires aux déplacements. Selon une enquête faite à Zurich, 50 o/o des femmes doivent faire un trajet de une heure à une heu-

DANS CES CONDITIONS, AVEC CES RYTHMES DE TRAVAIL, QU'EN EST-IL...

...DE LA SANTE DES FEMMES ?

Avec des semaines de

re trois-quart par jour pour se rendre à leur travail, et 30 o/o d'entre elles en ont pour 2 heures à 2 heures trois-quart !

travail de 60 à 80 heures, des conditions de travail souvent très dures, comment s'étonner de la con-



La deuxième conférence nationale des femmes de la FTMH: pas de signature de convention sans diminution de la durée du travail.

sommation abusive de médicaments pour tenir le coup ? Comment s'étonner du nombre de dépressions 4 fois plus élevé chez les travailleuses que chez leurs collègues hommes chez qui le nombre de dépressions est pourtant déjà des plus alarmants :

1973	femmes	hommes
ont eu des dépressions avec arrêt de travail	36'500	16'000
ont eu des dépressions sans arrêt de travail	186'000	40'000

...ET DE CELLE DES ENFANTS ?

Fausse-couches, accouchements prématurés, naissances d'enfants handicapés sont plus fréquents dans les milieux ouvriers et surtout immigrés.

...DES RELATIONS FAMILIALES ? DES RELATIONS SOCIALES ?

Après de si longues journées de travail, ou d'école pour les enfants, quelle disponibilité reste-t-il à chacun pour se cultiver, créer, s'aimer en toute liberté. Selon une enquête de l'Unesco, "32 o/o des femmes mariées en Suisse n'ont presque jamais, voire jamais de relations sexuelles avec leur mari" !

...DE LA PARTICIPATION DES FEMMES à la vie sociale, culturelle, syndicale et politique ?

Comment s'étonner de ce que les femmes ne représentent que 10 o/o des syndiqués et que peu de femmes s'engagent dans la vie politique, lorsque l'on sait ce que représente une vie conditionnée et rythmée par les tâches domestiques

La lutte commune de tous les travailleurs, travailleuses et ménagères pour une réduction immédiate du temps de travail doit préparer la classe ouvrière aux luttes d'ensemble à mener pour changer les conditions de vie et de travail.

La lutte pour les 40 h. doit ouvrir la lutte contre la double journée des femmes.

Le débat sur les 40 h. met à l'ordre du jour l'ensemble des questions liées au travail, et en particulier à celui des femmes, doublement exploitées et opprimées dans la société actuelle.

La lutte contre la double journée de travail des femmes concerne l'ensemble du

et familiales ?

...DU TEMPS LIBRE POUR LES FEMMES ?

Dans la société capitaliste cette notion est réservée aux femmes de la bourgeoisie qui ont le temps d'organiser des thé, des cercles, et de développer des activités culturelles... Et les autres ? Qu'elles soient ménagères ou salariées, elles n'ont guère de temps pour elles, (selon une enquête du Mouvement populaire des familles, une ménagère travaille, selon le nombre d'enfants, 235 heures par mois, ce qui représente 8 heures de travail, sans jours de congés).

Les 40 heures immédiatement pour tous les salarié(e)s seraient un premier acquis, aussi pour les femmes.

Même si ce n'est pas suffisant et que, pour les femmes le danger est grand de voir les heures "libérées" englouties dans les heures de travail ménager, une diminution du temps de travail pour tous permettrait d'envisager une répartition différente des tâches domestiques entre les hommes et les femmes. Libérer 5 à 15 heures par semaine ce n'est pas négligeable.

Avec les immigrés, les femmes ont été les premières à faire les frais de la crise. L'introduction des 40 heures, immédiatement, libérerait des milliers de postes de travail dont pourraient bénéficier toutes les femmes qui aimeraient travailler au-dehors et surtout celles, nombreuses aujourd'hui, qui sont au chômage, et pour qui le travail est une nécessité (en 1973, 80 o/o des femmes salariées avaient un emploi par nécessité économique !).

mouvement ouvrier. C'est aux femmes organisées, aux féministes, de stimuler le débat à l'intérieur même des organisations ouvrières pour qu'elles prennent en charge la défense de l'ensemble des travailleuses (ménagères) et travailleurs sans aucune discrimination, pour qu'elles rompent avec toutes les discriminations sexistes qui aujourd'hui régissent encore dans leurs rangs.

Ed., El., He.

HISPANO-OERLIKON (Genève)

LA TEMPERATURE MONTE !

HISPANO c'est un des grosses boîtes de la métallurgie genevoise (environ 450 ouvriers), rachetée il y a quelques années par OERLIKON-BUEHRLE. C'est dire qu'il y a du travail... et surtout que la direction peut payer ! Mais ici comme ailleurs pesait le climat d'incertitude et de division qu'a encore renforcé la crise économique.

Néanmoins les travailleurs ont élu une commission d'atelier (CA) combative, conscients de la nécessité de mener son action à la base, avec des assemblées générales et décisionnaires. Pour cela les AG doivent se tenir pen-

dant les heures de travail, d'autant plus qu'il y a 5 horaires différents dans l'usine.

La direction était fortement opposée à des AG pendant le travail, mais la CA a décidé de passer outre, s'appuyant sur le fait que "l'assemblée des travailleurs est naturellement l'organe décisionnaire".

Le 28 octobre s'est tenue une AG, appelée par mégaphone dans les ateliers, qui a réuni la presque totalité des ouvriers. Les revendications suivantes ont été votées:

— 150.- francs d'augmentation pour tous;

— prime d'équipe horaire de 2,50 fr. pour tous;

— allocation de 50 fr. à Noël pour chaque enfant.

Dans une ambiance très chaude, les ouvriers ont également voté une résolution d'appui à la CA. Manifestement, ils ne sont pas prêts à accepter d'être les victimes perpétuelles d'une "crise" qui fait augmenter les bénéfices patronaux !

Correspondant métallo Genève

LA FEDERATION SUISSE DES TYPOGRAPHES:

**Un OUI exemplaire
aux 40 h. le 5 décembre**

Le 30 octobre 1976, l'assemblée des délégués de la FST (Fédération Suisse des Typographes) a pris position sur l'initiative des 40 h. votée le 5 décembre et sur la convention collective de la branche. A l'unanimité, les délégués ont décidé le OUI aux 40 h. et la résiliation de la convention, en décidant de se battre pour qu'en 1977 la convention réalise les deux revendications centrales des typographes:

- 1) La réduction de la durée du travail sans perte de salaire pour tous les travailleurs à 40 heures par semaine.
- 2) L'égalité de conditions de travail et de prestations sociales pour le personnel auxiliaire. (soumission au contrat des professionnels).

L'Union Syndicale Suisse, au moment où elle décidait de lancer sa propre initiative et de maintenir le "non" aux 40 h. le 5 déc., avait adressé aux délégués des typographes une demande impérative, celle de désavouer le Comité Central de la FST, qui depuis longtemps, avait apporté son soutien à l'initiative POCH/PSA/LMR. L'USS allait-elle obtenir le soutien de la base des typographes, contre les responsables de la FST ? L'USS déclarait que, si les délégués votaient OUI à cette initiative....

... "une telle prise de position des délégués serait anti-statutaire et par conséquent nulle. En outre, elle enterrerait de la manière la plus crasse l'unité et la solidarité à l'intérieur de l'USS."

Après le vote "indicatif" du cartel syndical zurichois, après la prise de position des présidents de section de l'UPTT, après l'appui de nombreuses sections cantonales VPOD, après l'appui du cartel syndical genevois dans son entier (y compris la FTMH), l'assemblée des délégués de la FST à l'unanimité a démontré que les secrétaires centraux de l'USS sont, dans la question de l'initiative 40 h. POCH/PSA/LMR, coupés de la base syndicale, dans de nombreuses régions... D'ailleurs, le Congrès de l'USS s'était dépêché de refuser l'initiative 40 h. en novembre 1975, il y a une année, bien avant qu'ait eu lieu le moindre débat à la base, ni dans les fédérations affiliées, ni les sections locales. Ensuite de quoi, la décision de l'USS devait lier celle de toutes les fédérations ! Cette conception de "l'unité et de la solidarité" dans l'USS a été clairement repoussée par les délégués des typographes.

Contrairement à l'USS, ses délégués ont été élus de manière démocratique, au cours d'assemblées de syndiqués consacrées dans toutes les sections aux thèmes sur lesquels les délégués devaient prendre position.

En outre, la FST ne s'est pas limitée à appeler ses membres à voter OUI le 5 décembre. Tout d'abord, elle avance cette revendication depuis 1968. Ensuite, elle a soutenu (et dans quelques localités, récolté des signatures) l'initiative POCH/PSA/LMR depuis son lancement en 1971. Enfin, elle comprend que, même en cas de résultat défavorable le 5 décembre, plus le rapport de forces sera grand, plus les travailleurs ont des chances de faire passer les 40 heures dans les contrats, au cours des négociations de 1977. Elle a mis en avant les 40 h. comme revendication prioritaire (avec l'égalité pour les auxiliaires et les professionnels) dans la plateforme contractuelle présentée au patronat, en disant nettement: seules les 40 heures peuvent ressouder l'unité et la solidarité des travailleurs face à la remise en question de nombreux postes de travail par le patronat de l'imprimerie.

Quand la FST déclare: "Notre fédération a de tout temps revendiqué les 40 heures et soutenu les initiatives visant à la réduction du temps de travail. Elle peut même prétendre être à l'avant-garde sur le plan contractuel", ce n'est pas fanfaronnade.

En outre, la FST n'est pas prête à se satisfaire des 40 heures. A l'instar de la Fédération graphique internationale, elle ne craint pas d'affirmer que, sitôt cet objectif acquis, il faudra lutter pour la semaine de 35 heures !

F. G.

Union PTT: OUI aux 40 heures le 5 décembre !

Au cours de leur conférence, du 21 au 23 octobre 1976, les présidents de section de l'Union PTT se sont déclarés partisans de la diminution de l'horaire hebdomadaire de travail.

Ils sont persuadés qu'il est dans l'intérêt de leurs membres d'appuyer l'initiative POCH/PSA/LMR, qui viendra en votation le 5 décembre, malgré ses défauts. (Gutenberg)

Genève: Chevallaz aux Charmilles

"À armes inégales"

DEUX OUVRIERS PRESENTS CE SOIR-LA NOUS DECLARENT...

L'autre soir, à l'émission "En direct avec... Chevallaz" aux Ateliers des Charmilles à Genève, les ouvriers et de nombreux employés ont réussi à manifester leur claire opposition à la politique anti-sociale du Conseil fédéral. Et ceci malgré le fait que l'émission était faite sur mesure pour Chevallaz comme le soulignait un ouvrier dans son interven-

tion: "Quand il y a des licenciements, du chômage, des salaires bloqués etc., le Conseil fédéral ne se déplace guère dans les usines. Mais il suffit que Monsieur Chevallaz craigne pour son budget et surtout ses nouveaux impôts pour qu'on le voie dans un atelier".

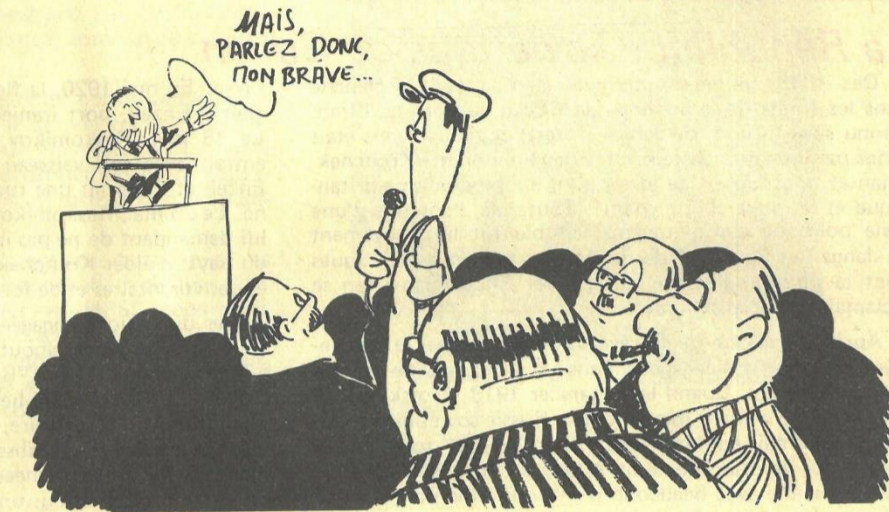
La Brèche: Comment les travailleurs des Charmilles ont-ils préparé cette émission ?

André: Avant l'émission, les gens étaient plutôt pessimistes. Ils sentaient qu'ils allaient être manipulés, que c'était en fait une émission de propagande pour Chevallaz. On avait l'agoraphobie !

Alfredo: Avant l'émission à l'Assemblée Générale des ateliers, la majorité des ouvriers se prononçait contre la participation à l'émission. Il était même prévu de rédiger une résolution, de se rendre à l'émission, de la lire et de foutre le camp immédiatement. Tu imagines la baffa pour Chevallaz !

Ce fut impossible, car les employés, ou plutôt la Commission des employés, car ils ne fonctionnent pas comme nous en Assemblée Générale, avait décidé de participer coûte que coûte "au dialogue avec Chevallaz". Nous n'avons pas voulu porter la division ouvriers/employés sur la voie publique.

André: Le soir de l'émission, toutes les issues de la boîte étaient bloquées, fermées à clef. Elle était de plus complètement fliquée. Pour se rendre à l'émission, dans un atelier, nous devions passer par deux contrôles différents: l'un par le concierge et l'autre par le chef du personnel. Tu vois l'ambiance ! On a vachement ressenti le



flicage. Consciemment ou non, ça a un effet démoralisateur ! Puis Chevallaz est arrivé dans une belle Mercedes noire et deux gorilles l'ont accompagné jusque sur le plateau.

Alfredo: Au début, on n'était pas à l'aise du tout. Nous les ouvriers, on avait décidé de tous se regrouper. Mais on n'a pas pu car c'est la TV qui nous a placés n'importe comment. Eparpillés, on se sentait plus timides pour répliquer ou chahuter. Tout ça parce que nous n'avons pas l'habitude de la télé ! Par exemple, ils nous ont imposé de nous lever pour poser des questions, ce qui nous intimidait encore plus. Quelques-uns ont gueulé sans résultat. Chevallaz, lui, était assis, avec ses dossiers sous les yeux !

"...toute la direction était là..."

André: Et puis, t'avais la direction et les cadres qui étaient présents ! Dans le programme de l'émission, il était prévu des représentants de la direction: en réalité les treize directeurs, bref toute la direction était là ! Comment parler librement dans ces conditions !

La Brèche: Les ouvriers se sont rendus à l'émission sur la défensive. Pourtant, à mon avis, ils sont clairement apparus comme opposés à la politique d'austérité de Chevallaz. Quel bilan ont tiré de l'émission les ouvriers aux Charmilles ?

Alfredo: D'abord, il faut dire que les gens se sont rendus compte que Chevallaz

était très vulnérable. Les réactions, après l'émission ont été très favorables pour nous. Même des travailleurs d'autres boîtes ont trouvé bien les interventions. Celle de "prenez l'argent là où il est" par exemple, les 40 heures, la retraite à 60 ans, ou contre les inégalités fiscales. Et puis, les autres sur les salaires féminins discriminés. Bref, tous les thèmes de mobilisation à venir contre la politique anti-sociale du Conseil fédéral. C'est important si l'on pense aux nombreux travailleurs romands qui ont écouté l'émission. Chevallaz n'est pas apparu comme vainqueur. Aux Charmilles, en plus, cela a ressoudé l'unité entre travailleurs des ateliers. Je suis persuadé qu'il ne recommencera plus !

Bienne: ELECTIONS... TOUS LES 4 ANS

Et entre-deux ?

Les 20 et 21 novembre, les Biennois voteront. Nous avons déjà développé nos positions dans les numéros précédents de la Brèche et nous donnerons cette fois un extrait de la feuille locale no 4 distribuée par nos camarades avant les élections aux travailleurs devant les entreprises et en ville.

Tous les 4 ans les partis bourgeois, à coup de promesses électorales, tentent de se donner un visage si possible attrayant. Pendant le reste du temps, leur politique se fait à l'écart de la population laborieuse, loin de ses intérêts et de ses préoccupations.

* Derrière le "développement économique équilibré" que mettent en avant ces partis, il y a le chômage, les licenciements et pour l'avenir de nouvelles charrettes de licenciés à Bulova et Omega.

* Au Conseil de ville, ces partis ont renoncé à contre-cœur (!) aux augmentations d'impôts et surtout des taxes des trolleybus, de l'eau, du gaz, et de l'électricité.

Ce n'est que partie remise, car, une fois les élections passées, ils seront d'accord pour dire: augmenter les

impôts directs et indirects, c'est la seule solution pour remplir la caisse de la ville en vidant bien évidemment celle des travailleurs.

* Les autorités municipales manifestent avant les élections le souci d'informer le citoyen biennois sur l'aménagement de la ville. Dans une assemblée, les habitants du quartier du Buttenberg demandent la réalisation d'un tunnel pour le passage de la N5. Le poids des entrepreneurs liés aux partis bourgeois pèsera lourd dans la décision finale, eux qui ont intérêt à bâtir la route couverte ! On se garde bien cependant d'informer sur la liaison routière entre la N5 du bord du lac et le reste du réseau routier, liaison qui va probablement couper la ville du Strandboden.

L'Entente et le Parti socialiste proposent de gérer mieux la ville, tout en pré-

férant élaborer des compromis avec les partis bourgeois, plutôt que de susciter un débat.

L'Entente, en se limitant à agir au niveau du Conseil de ville, ne prépare pas une riposte efficace aux licenciements et au chômage. Des motions parlementaires n'ont pas pu empêcher la fermeture de la GM. En refusant de soutenir l'initiative pour l'assurance maladie obligatoire, ou celle des 40 heures, l'Entente ne se place pas du côté de ceux qu'elle prétend représenter. A l'exécutif, Kern essaie de ménager la chèvre et le chou, ce qui l'amène à faire piocher les chômeurs dans la forêt plutôt que de leur assurer un recyclage et une nouvelle formation professionnelle.

Le Parti Socialiste, en votant les augmentations d'impôts ces dernières années par exemple, ne cherche pas à se donner les moyens de réaliser une véritable politique d'opposition. La question clé aujourd'hui n'est pas de déléguer à un secrétaire syndical ou un député sa confiance par un

bulletin de vote, mais de faire des propositions concrètes pour l'organisation des travailleurs sur leur lieu de travail et dans les syndicats. A cette tâche, le PS ne se consacre que peu.

"Ceux d'en-haut font de toute façon toujours ce qu'ils veulent", pensent beaucoup de gens. Avec raison, ils constatent que les décisions prises au parlement ou à l'exécutif ne changent pas grand-chose à leur situation. Sur la question de l'emploi, du logement, des salaires, ce sont les patrons, les spéculateurs, les propriétaires immobiliers qui décident. Remettre en cause le pouvoir de ces gens-là implique un combat plus fondamental pour une société socialiste, sans exploitation ni oppression. En nous présentant à la mairie et au conseil communal, nous voulons que s'exprime dans ces élections une force qui s'oppose à la politique des partis bourgeois et du patronat. Voter LMR/La Brèche, c'est affirmer la nécessité de prendre en charge la défense de ses intérêts sur les lieux de travail pour contrer la politique d'une minorité qui décide de tout.

IRAN 1917-1951: deux révolutions trahies

En Europe, on ignore généralement tout de l'histoire politique de l'Iran au XX^{ème} siècle. La "dictature impériale" que le Shah actuel voudrait faire passer à grand renfort de pétro-dollars pour l'héritière directe d'une "tradition millénaire" ne date que d'un peu plus de... deux décennies (renversement de Mossadegh en 1953). Mais on ignore que durant la première moitié du siècle, l'Iran a notamment connu deux tentatives de révolution. L'une et l'autre étouffées par l'impérialisme britannique, l'une et l'autre sacrifiées aux intérêts de la diplomatie soviétique.

La République soviétique de Guilan

Dès 1915, un mouvement de guérilla était déclenché dans les forêts de la province de Guilan au nord de l'Iran. Connu sous le nom de Jangal (forêt), ce mouvement était dirigé par un nationaliste révolutionnaire nommé Koutchek-Khan et se proposait de lutter contre l'impérialisme britannique et la monarchie régnante. Toutefois, l'absence d'une ligne politique claire transformait bientôt le mouvement de Jangal en un cartel de différentes tendances politiques dont la plus progressiste, dirigée par Ehsanolah-Khan se réclamait du socialisme révolutionnaire.

Après la victoire de la révolution d'Octobre, le mouvement de guérilla s'engageait dans un processus de révolution permanente. Quand le 14 janvier 1918, Trotsky informait le gouvernement iranien que la Russie soviétique considérait désormais comme "nuls et non avenue" tous les privilèges que le tsarisme avait acquis en Iran, son attitude était accueillie avec beaucoup d'enthousiasme parmi la population iranienne. Ainsi, influencé par les mots d'ordres des bolchéviques, Koutchek-Khan se tourna bientôt vers les révolutionnaires russes pour demander leur aide.

En 1919, les troupes britanniques intervenaient massivement en Iran pour d'une part écraser la lutte des Jangalis et d'autre part attaquer la Russie socialiste.

Le 15 février 1920, sur l'initiative du parti "Edalat" (créé en février 1917 par les immigrés iraniens en Russie), un important rassemblement était organisé à Tachkent (capitale de l'Ouzbékistan) au cours duquel une "armée rouge" iranienne était constituée. Des volontaires russes, dirigés par Iakov Blumkine (proche de Trotsky, fusillé en 1929 pour lui avoir rendu visite) avaient reçu l'ordre de rejoindre les rangs de cette armée pour aller se battre aux côtés des révolutionnaires de Jangal.

Dès le mois d'avril 1920, l'armée blanche de Dénikine, qui avait subi de lourdes défaites en Russie, se repliait vers

l'Iran. En mai 1920, la flotte blanche de Dénikine se réfugiait à Enzeli, port iranien, situé au bord de la Caspienne. Le 18 mai, Raskolnikov, commandant de la flotte rouge entrainé avec son vaisseau de guerre "Karl Liebknecht" à Enzeli et infligeait une rude défaite aux troupes de Dénikine. Le 26 mai, Raskolnikov recevait un message de Trotsky, lui demandant de ne pas intervenir dans les affaires internes du pays; d'aider Koutchek-Khan, en lui donnant des armes et des volontaires et de former un soviet dans la région.

Les discussions engagées entre Raskolnikov et les révolutionnaires de Jangal aboutissaient finalement le 4 juin 1920 à la proclamation de la "République socialiste soviétique de Guilan" à Racht (chef-lieu de Guilan). Un gouvernement révolutionnaire provisoire, présidé par Koutchek-Khan était aussitôt constitué, et Ehsanolah-Khan était nommé commandant des forces armées de la jeune république. A l'issue de cette proclamation, un message était envoyé à Lénine déclarant notamment : "... Nous avons la ferme conviction que le monde entier sera bientôt gouverné par le système idéal de la III^{ème} Internationale".

Le quotidien soviétique Izvestia publiait, dans son numéro du 16 juin, deux messages échangés entre les armées rouges iraniennes et russes. Le premier message, adressé à Trotsky par Koutchek et Ehsanolah, déclare : "Le conseil révolutionnaire de guerre de l'armée rouge persane, créé par la décision du conseil du commissariat du peuple, adresse ses sincères remerciements à l'armée et la flotte rouges... Vive l'union des travailleurs du monde et la III^{ème} Internationale." Et Trotsky répondait à ce message en déclarant : "... au nom de l'armée rouge des travailleurs de la Russie, j'exprime ma ferme conviction que sous la direction de votre conseil révolutionnaire de guerre, la Perse conquerra la justice, la liberté, l'indépendance et la fraternité."

moins capable d'assurer l'ordre capitaliste dans le pays.

Dès lors un tournant politique, caractérisé par une réadaptation de la ligne politique devenant indispensable pour l'Angleterre et ses alliés. C'est pourquoi, l'impérialisme britannique choisissait d'apporter son soutien à l'initiative de coup d'Etat prise par l'officier cosaque Réza-khan (le père du Chah actuel) et un journaliste pro-britannique Seyed-zia. Ainsi, le 21 février 1921, Réza-khan marchait avec sa division sur Téhéran et renversait le gouvernement. Aussitôt après le coup, Seyed-zia était nommé premier ministre et Réza-khan ministre de la guerre.

Le 26 février un traité d'amitié était signé entre le nouveau gouvernement et le gouvernement soviétique.

Entre-temps, le mouvement de Guilan subissait un pro-

document

REPORTAGE SUR LA S Panique au Conseil

Octobre 1976: une équipe de la TV Suisse allemande sillonne la Suisse romande à la recherche de témoignages sur les pratiques illégales des agents de la SAVAK (police secrète iranienne) en Suisse. Le reportage doit passer le 22 octobre dans l'émission d'actualité bi-mensuelle CH-MAGAZIN. Le 22, elle ne figure pas au programme.

Le 5 novembre, le reportage annoncé publiquement dans les programmes n'est pas diffusé. Les téléspectateurs s'entendent dire qu'il y a eu des "difficultés techniques". C'est faux ! L'émission a été censurée par Stelio MOLO, le directeur général de la SSR et par G. PADEL, le directeur régional. L'émission est reportée au 19 novembre (20 h. 15, TV suisse allemande). Mais passera-t-elle ? Et si oui, sous

Dans le programme publié dans les journaux quelques jours avant la diffusion de l'émission, le reportage sur la SAVAK en Suisse est présenté ainsi :

"On sait avec certitude que le service secret iranien, la Savak, mène des activités spéciales en Suisse. Des Iraniens, opposés au régime dictatorial, à la terreur, aux tortures et à l'exécution d'opposants sont surveillés, dénoncés, et plus tard interrogés en Iran. Le ministère public fédéral mène une enquête au sujet des agents du Chah. Résultat jusqu'ici : expulsion d'un agent-diplomate iranien. Mais la Savak continue ses activités en Suisse. Que fait maintenant notre gouvernement là-contre ? Le reportage présenté donne la parole à des étudiants oppositionnels iraniens, qui exigent l'expulsion des autres agents de la Savak."

A la lecture de ce texte, la veille de l'émission, les plus hauts fonctionnaires fédéraux concernés en ont conçu une sainte trouille... A la question : "que fait notre gouvernement là-contre ?", ils n'ont guère de réponse à apporter ! Aussitôt informé, le directeur de la SSR, Stelio MOLO (radical), a sauté dans sa Mercedes, pour aller se faire projeter dans les studios de Zurich le reportage annoncé ! En compagnie de G. PADEL (directeur régional de la radio-TV), il est retourné aussitôt à Berne, tenir une séance aussi rapide que discrète, à laquelle participaient Ernst Brugger en personne (le chef du Département de l'économie publique) et de hauts fonctionnaires du Département politique et du Département de justice et police. Le point de vue des grands commis : ils considèrent le reportage de

LA SAVAK SOUTENUE PAR LA CIA AUX USA

Le shah d'Iran a admis le 24 octobre, dans une interview télévisée aux Etats-Unis que sa police secrète opérait aux USA avec l'approbation de la CIA. La SAVAK, la police secrète iranienne, a été organisée par la CIA en 1956.

Le journaliste Jack Anderson a révélé le 29 octobre que les agents de la SAVAK aux USA commettaient illégalement des cambriolages, des écoutes téléphoniques et des faux. Jack Anderson a obtenu un document secret de la SAVAK, dans lequel on peut lire que "toutes les branches devaient envoyer... des informations concernant les manifestations des opposants iraniens, les grèves, les voyages suspects, les appels téléphoniques d'étudiants aux ambassades et consulats im-

périaux d'Iran, les meetings, les nouvelles publications, congrès et séminaires."

Les agents de la SAVAK ne limitent pas leur attention aux Iraniens. Anderson a relevé une circulaire qui ordonne aux agents de "pénétrer la communauté des étudiants arabes", une autre fait le point sur les "activités des Kurdes résidant en Europe" qui ont montré "des tendances nationalistes".

Le 27 octobre, pour répondre à l'émotion suscitée par l'aveu du shah que ses agents opéraient aux USA avec approbation officielle, Henry Kissinger annonçait qu'il avait ordonné une enquête pour savoir si la SAVAK harcelait vraiment les opposants iraniens.

Intercontinental Press



Les guerrilleros de Jangal.

La formation du parti communiste iranien

Le parti "Edalat", constitué par d'anciens membres de la sociale-démocratie iranienne en 1917, organise son premier congrès le 23 juin 1920 à Enzeli. Au cours de ce congrès, il se transforme en "parti communiste d'Iran, section de l'Internationale Communiste".

Dès sa fondation, le parti communiste était divisé en deux principales tendances : une tendance internationaliste, dirigée par le théoricien du parti, Sultan-zadé, défendait la

thèse de la révolution socialiste et une autre dirigée par les amis de Staline (Heydar-khan et Aboukov) prêchait la révolution par étape.

A la fin du congrès, Sultan-zadé était élu pour participer comme délégué du parti au deuxième congrès de l'Internationale. Au cours de ce congrès, il était élu au comité exécutif de l'Internationale comme représentant des communistes de l'Est.

Le coup d'Etat pro-Britannique

Au début de l'année 1921, l'impérialisme britannique en Iran, se trouvait dans une très mauvaise situation. Affaibli par de nombreuses défaites, sa suprématie et ses inté-

rêts économiques (surtout pétroliers) étaient directement remis en cause par la montée des luttes révolutionnaires. Par ailleurs le gouvernement en place s'avérait de moins en

cessus de désintégration. Pendant le mois de mai 1921, Ehsanolah-khan à la tête de ses troupes commençait une marche sur Téhéran pour conquérir le pouvoir central. Mais il devait bientôt arrêter sa marche à la demande des officiers russes venus de Moscou. Au même moment Koutchek-khan dont la ligne petite-bourgeoise avait largement contribué à l'affaiblissement du mouvement, s'efforçait de préserver ses acquis. A plusieurs reprises il avait refusé l'offre de reddition pacifique faite par l'ambassadeur soviétique au nom de Réza-khan.

Finalement au début du mois de novembre 1921, la révolution de Guilan était définitivement liquidée par les forces de Réza-khan. Ehsanolah-khan, qui s'était réfugié en Azerbaidjan soviétique disparaissait quelques années plus

tard dans un "accident". De son côté, Koutchek-khan mourait seul dans les montagnes du nord. Son cadavre retrouvé était décapité par les réactionnaires et sa tête envoyée comme "cadeau" à Réza-khan.

O. Tchitchérine, ministre des Affaires étrangères soviétique déclare en novembre 1921 : "... le 22 octobre 1920, le comité central du parti communiste d'Iran déclarait que la révolution sociale devait en Perse passer d'abord par le stade de la révolution bourgeoise, ce qui mettait un terme aux tentatives du gouvernement soviétiste de Guilan d'introduire immédiatement le communisme dans le pays... le 22 janvier 1921, le camarade Rotchtein était nommé ministre plénipotentiaire des soviets en Perse... le 21 février, Réza-khan renversait le gouvernement... le 26, le nouveau gouvernement... esquissait un vaste programme de réformes... le 30 octobre, le front de Guilan était liquidé. Depuis le 13 juillet notre mission commerciale... est en Perse. Nos relations commerciales ont surtout lieu par les frontières nord du pays..." (la correspondance internationale du 6 novembre 1921).

Le 31 octobre 1925, une assemblée constituante préfabriquée destituait Ahmed-Chah, le dernier roi de la dynastie Ghajar et intronisait Réza-chah nouveau roi. Le règne de Réza-chah correspondait à l'accentuation de la répression sur les courants d'opposition et surtout le parti communiste.

Au début des années 1930, le parti communiste se désintégrait sous les coups de Réza-chah et Staline. Plusieurs de ses dirigeants, réfugiés en URSS, mouraient quelques temps après dans des "accidents" ou bien se "suicidaient" en prison. Ceux qui avaient survécu jusqu'en 1938, comme Sultan-zadé étaient jugés et fusillés par la bureaucratie stalinienne comme "traîtres" et "déviationnistes".



Koutchek - Khan

SAVAK EN SUISSE CENSURE. Fédéral

quelle forme ?

En attendant, cette émission a déjà créé pas mal de remous dans les studios de la TV, dans les bureaux des directeurs de la radio-TV, et jusqu'au Palais fédéral ! La panique qui a régné ces jours derniers dans les services des conseillers fédéraux Brugger, Graber et Furgler démontre à elle seule la peur qu'ont ces Messieurs de voir dévoilée leur complicité de fait avec le régime sanguinaire du Chah. D'ailleurs, alors que la publication des documents secrets découverts lors de l'occupation du Consulat d'Iran à Genève a pris une place importante cet été dans la presse écrite, la TV suisse romande n'a pas daigné y consacrer un seul reportage. Dans les studios de Genève, l'auto-censure règne en maître !

CH-Magazin comme "importun", au moment où les relations avec l'Iran sont déjà tendues. Les Suisses ont intérêt (lisez : Bühler, réd.) à maintenir des relations commerciales avec l'Iran (628 millions de fr. en 1975)... On apprend aussi que les Départements politique et de l'économie publique auraient préféré que leurs collègues du Département de justice et police expulsent l'agent genevois de la Savak de manière purement diplomatique, c'est-à-dire avec une totale discrétion... Ces Messieurs craignent surtout des représailles commerciales de la part du Chah !

Finalement, après avoir décidé de repousser l'émission de 2 semaines, la conférence improvisée au Palais fédéral a décidé que le reportage ne pourrait passer que suivi d'une interview d'un membre de l'Adminis-



Le radical, Stelio Molo, directeur de la SSR.

tration fédérale, en l'occurrence Benno Schneider, secrétaire général du Département fédéral de justice et police.

... C'est ce que la SSR a toujours souhaité, dit-on du côté de la TV : "les autorités fédérales n'ont jamais essayé d'empêcher la diffusion du reportage"... Mais voyons !

F. G.
(à suivre)

La deuxième guerre

Au début de la 2ème guerre, l'impérialisme allemand contrôlait d'importants secteurs de la vie économique et politique de l'Iran.

En 1939, Réza-chah déclarait la neutralité de l'Iran dans la guerre, afin de mieux camoufler la présence allemande dans le pays. Au début des années 1940, plus de 3 200 agents et experts du Reich se trouvaient en Iran et plusieurs organisations fascistes récemment créées prêchaient l'alliance avec l'Allemagne. Le 19 juillet 1941, les Alliés exigeaient de Réza-chah l'expulsion des agents allemands, mais il refusait catégoriquement de satisfaire à cette exigence. Le 25 août de la même année, les forces britanniques et soviétiques occupent l'Iran. Accusé par les Alliés de collaboration avec le nazisme, Réza-chah était obligé d'abdiquer le 17

Staline demande une concession pétrolière

Le 6 septembre 1944, une délégation soviétique, dirigée par Kavaradzé arrivait en Iran et sollicitait une concession pétrolière dans le nord de l'Iran. Le 11 octobre, le gouvernement iranien, sous la pression notamment des nationalistes dirigés par le Dr Mossadegh refusait l'octroi de la concession à l'URSS. Ce refus de l'octroi de concession devait être généralisé lors de la votation d'une loi par le parlement le

De la République d'Azarbaïdjan au gouvernement Mossadegh

En 1945, un "parti démocrate" se constituait en Azarbaïdjan iranien. Son but était d'une part de réaliser l'autonomie des Azarbaïdjanais en tant que minorité nationale, et d'autre part de contribuer à la libération économique de l'Iran. La présence de l'armée rouge facilitait dans ce cas aussi le travail de ce parti. Le 20 novembre 1945, un congrès du peuple d'Azarbaïdjan était convoqué par le parti, au cours duquel la constitution d'un gouvernement autonome était décidée. Le 12 décembre, le congrès proclamait officiellement la constitution de la "république autonome d'Azarbaïdjan", et la formation d'un gouvernement dirigé par un ancien membre du parti communiste d'Iran, Jafar Pichévari. Malgré de grosses faiblesses dues notamment à l'influence du stalinisme, le gouvernement d'Azarbaïdjan procédait à une série de réformes dont les plus importantes étaient :

- 1.- l'instauration du monopole du commerce extérieur
- 2.- la nationalisation des banques
- 3.- la distribution gratuite des terres aux paysans
- 4.- l'échelle mobile des salaires et des heures de travail
- 5.- la création d'entreprises sous contrôle ouvrier
- 6.- la création d'une université
- 7.- la création des coopératives de machines agricoles
- 8.- l'exemption d'impôt pour les faibles revenus
- 9.- la création des milices populaires et d'une académie militaire.

A la suite des réformes entreprises, le coût de la vie enregistrait une baisse de près de 40 o/o dans la région. Sachant que seul Staline était capable en dernière instance de liquider le mouvement, le gouvernement iranien engageait des discussions avec le Kremlin. Après de longues négociations, un accord intervenait finalement le 5 avril 1946 entre le premier ministre iranien Ghavam et l'ambassadeur soviétique à Téhéran Sadchikov selon lequel :

- 1.- l'armée rouge évacue l'Iran dans un délai d'un mois et demi,
- 2.- la question d'Azarbaïdjan sera considérée comme une affaire interne,
- 3.- un accord en vue de la création d'une société mixte irano-soviétique de pétrole sera soumis à l'approba-

tion du parlement.

septembre au profit de son fils, le Chah actuel. Le renversement de la dictature de Réza-chah ouvrait une courte période libérale permettant une réorganisation de la classe ouvrière et de la bourgeoisie nationaliste. Plusieurs organisations syndicales et politiques étaient ainsi créées à cette époque. Le fait le plus important durant cette période reste néanmoins la fondation du parti stalinien "Toudéh", par un bourgeois démocrate et quelques survivants staliniens du parti communiste d'Iran. La présence de l'armée rouge permettait au parti Toudéh de se développer d'une manière très importante en peu de temps, et de regrouper en son sein non seulement les militants révolutionnaires les plus sincères, mais également une quantité d'opportunistes et d'arrivistes petits-bourgeois.

2 décembre. Le parti Toudéh s'opposait à l'adoption de cette loi, étant partisan de la présence soviétique au nord pour "équilibrer" la présence britannique au sud. Mais Staline n'allait pas abandonner la lutte pour le pétrole iranien. De plus, il allait utiliser un mouvement révolutionnaire comme instrument de sa diplomatie.

Afin de mieux s'assurer le soutien du parti Toudéh dans la liquidation du mouvement de grèves ouvrières, le premier ministre iranien prenait l'initiative d'intégrer à son cabinet trois ministres du parti Toudéh, le 2 août 1946. Le 12 décembre, tandis que la population était déjà démobilisée par l'attitude de Moscou, la fraction stalinienne du parti-minoritaire publiait un communiqué demandant à la population de n'opposer aucune résistance aux forces centrales qui avaient attaqué l'Azarbaïdjan. Le 14 décembre, la ville de Tabriz (capitale de l'Azarbaïdjan) tombait sans aucune résistance aux mains des forces du Chah. Aussitôt, des centaines de militants ouvriers et paysans étaient sommairement exécutés, des villages bombardés et des femmes violées par les officiers du Chah. L'organe du parti Toudéh, porte parole de Staline écrivait qu'une défaite "bénéfique", évitant une nouvelle guerre mondiale était préférable à une victoire "nuisible" en Azarbaïdjan ! Le dirigeant du mouvement azarbaïdjan, Jafar Pichévari qui s'était réfugié en URSS, disparaissait quelques temps après dans un "accident de voiture". La nuit précédant sa mort, il avait critiqué publiquement au cours d'une assemblée la politique de Staline en Iran.

La bureaucratie stalinienne qui avait tout fait pour obtenir une concession pétrolière, exigeait maintenant la ratification de l'accord sur la création d'une société pétrolière mixte. Mais sous la pression du Dr Mossadegh et la fraction nationale-bourgeoise, l'assemblée nationale rejetait le 22 octobre 1947 l'accord pétrolier irano-soviétique et du même coup votait une loi interdisant tout octroi de concessions à des puissances étrangères.

Ainsi, face à l'incapacité du parti Toudéh de prendre la direction du mouvement de masse anti-impérialiste et anti-capitaliste qui se développait sans cesse dans le pays, le Dr Mossadegh prenait la tête du mouvement. La campagne pour la nationalisation du pétrole, dirigée par Mossadegh, aboutissait finalement à la votation par l'assemblée nationale de la loi sur la nationalisation de l'industrie pétrolière le 29 avril 1951 et à la nomination de Mossadegh au poste de premier ministre.

Parsi

La Brèche p. 7

DEUX OPPOSITIONNELS IRANIENS ARRETES A PARIS



Les deux iraniens mis au secret par Poniatowski.

à la suite de l'attentat contre le chef de la Savak en France

Le nom de M. Homaïoun Keykavoussi, "conseiller" de l'ambassade iranienne en France, victime mardi 2 novembre d'un attentat revendiqué par les "Brigades Internationales", figurait sur une liste de "chefs de la police secrète iranienne" prise au Consulat d'Iran à Genève le 1er juin dernier, et publiée pour la première fois dans "La Brèche" (no spécial).

Les deux oppositionnels iraniens arrêtés à la suite de cet attentat (revendiqué par une organisation qui n'a rien à voir avec l'opposition iranienne en exil et a nié tout lien avec les deux Iraniens arrêtés) sont maintenus au secret par les sbires de Poniatowski. Les parents de l'un des deux se sont rendus à l'aéroport de Téhéran pour prendre un vol Téhéran-Paris. Depuis, on n'a plus aucune nouvelle d'eux !

Congrès du PSS:

OUI AUX 40 H., D'ACCORD...
MAIS QUELLES CONTRADICTIONS !

(de notre correspondant au Congrès)

Il faut remonter loin dans l'histoire du Parti Socialiste Suisse pour trouver un Congrès aussi divisé et contradictoire dans ses décisions.

Le "vent de contestation" qui a soufflé parmi les délégués réunis le 30-31 octobre à Montreux a en effet de grandes chances de se perdre dans les coulisses du Parlement ou l'antichambre du Comité Directeur du Parti. Et ce n'est quand même pas la première fois que la direction nationale du PSS, qui repose sur ceux qui incarnent l'intégration de la social-démocratie dans l'appareil d'Etat à tous les niveaux (groupe parlementaire, juges fédéraux, conseillers d'Etat, chers de services, etc.) et ceux qui représentent la bureaucratie syndicale, se fait désavouer par la base. Cela ne l'empêche pas de continuer sa politique ultra-collaborationniste, comme si rien ne s'était passé...

Fais un sourire
y'a le photographe
de la Brèche!

Canonica
et Tschudi
au congrès
du PSS.



LES "VICTOIRES" DE LA GAUCHE ... ET SES LIMITES

A plusieurs reprises, donc, la gauche socialiste sera parvenue à s'opposer aux recommandations de vote du Comité Directeur (CD). La diversité des thèmes sur lesquels cette opposition s'est manifestée traduit l'ampleur prise aujourd'hui par les contradictions internes au PSS, quand bien même les "victoires" remportées par la gauche sont de portée diverse. Qu'on en juge :

Votation du 5 décembre sur la semaine des 40 heures :

quelle consigne de vote ? Le CD propose la liberté de vote parce qu'il est d'avis, comme le dira le président du parti Hubacher, "qu'il faut respecter la diversité des opinions à ce sujet dans le parti". Appuyé par 5 PS cantonaux et de nombreuses sections locales, le soutien à l'initiative est accepté massivement par 404 voix contre 177.

Programme du parti :

le programme de 1959 est-il encore d'actualité ? Le CD pense que oui puisque dit-il, ce programme "n'est pas encore dépassé" (et pour cause !). La majorité des délégués appuie toutefois une motion de la section de Vevey qui demande l'élaboration d'un nouveau programme pour 1978 qui sera accompagné "d'une définition de la stratégie politique qui consacrera de façon claire la rupture du PSS et de ses sections d'avec le capitalisme".

Centrales nucléaires :

le PSS resterait-il muet sur la question en accordant toute sa confiance à son représentant Ritschard au Conseil fédéral ? Le Congrès vote une motion déposée en cours de session qui demande la suspension de la construction des centrales nucléaires tant que les conditions de sécurité ne seront pas clairement établies.

Libertés individuelles :

le CD propose de rejeter une motion de Genève/Rive Gauche demandant la création d'une Commission du parti sur les libertés individuelles parce que celle-ci "dépasse le cadre des possibilités réelles du parti". Le Congrès accepte cette motion qui précise par ailleurs que cette Commission devra "prendre position publiquement chaque fois que des libertés individuelles seront menacées, principalement dans notre pays".

Face à cette situation inhabituelle, la direction du parti aura très vite choisi de céder sur ce point pour concentrer ses efforts sur d'autres questions. En même temps qu'elle laissait s'exprimer un courant combatif autour des 40 heures (bien que le débat fut écourté), la direction indiquait clairement sa volonté de garder le contrôle du parti sur des thèmes aussi importants que sa "politique économique". Elle mettait par là le doigt sur les limites de la gauche socialiste.

La Brèche p. 8

J. F. Blanc

internationales +++

Seveso : interview d'un médecin de "Médecine Démocratique"

quelques mots sur la réoccupation au début octobre de la zone A, pourtant évacuée, par certains anciens habitants ?

Les 16 et 17 octobre s'est tenue à MEDA, petite ville située à quelques kilomètres de SEVESO, une Assemblée Nationale de "MEDECINE DEMOCRATIQUE" sur le thème central "La nocivité dans l'usine et sur le territoire"; le thème et le lieu de l'assemblée ont été déterminés, bien évidemment, par la contamination à la dioxine de toute la région de Seveso en juillet de cette année.

Médecine Démocratique est une organisation née en 1975; formée de militants progressistes travaillant dans le secteur de la santé, elle intervient en direction du mouvement ouvrier italien sur différents thèmes, tels que la médecine du travail, la pollution industrielle et les droits des usagers des institutions médicales. Médecine démocratique a aussi mené une campagne active de solidarité avec la résistance palestinienne en envoyant des équipes médicales et des médicaments au Liban.

La Brèche a pu interviewer, à l'occasion de cette assemblée, Enrico PETRELLA, médecin, militant de Médecine Démocratique et du Comité scientifique et populaire de Seveso.

La Brèche : Comment est né le comité scientifique et populaire ?

Enrico Petrella : Après l'explosion à l'usine d'ICMESA et dès que la population a su que des gaz toxiques s'étaient échappés de l'usine, les autorités commencèrent à propager l'idée que la responsabilité de l'explosion incombait aux travailleurs de l'usine, ceci dans le but de les diviser.

Des travailleurs du conseil de fabrique de l'ICMESA demandèrent alors à des techniciens et à des scientifiques de les aider à élaborer une contre-information, et de cette manière est né le comité.

La première apparition publique du comité a été la publication d'une brochure expliquant les véritables causes de l'explosion et la manière dont était produit le trichlorophénol. On a découvert, par exemple, que personne — parmi les ouvriers ou les techniciens — ne savait que l'usine produisait du trichlorophénol ! Même les chimistes devaient simplement vérifier à la fin du processus de production que le produit chimique soit conforme à certaines normes chimiques, sans connaître la véritable nature de ce produit, le trichlorophénol (qui donne naissance à la dioxine).

L. B. : Qu'a fait le comité depuis 3 mois ?

E. P. : On a tout d'abord cherché à révéler les fausses informations et les mensonges des autorités sur le danger de la dioxine. En effet les autorités de la région de Lombardie cachent leurs informations ou les travestissent pour minimiser la pollution.

On a découvert, par exemple, que le système utilisé par les autorités, pour dépister la dioxine était faux. Les autorités utilisaient au début le système du carottage, qui consiste à faire un trou profond dans la terre et à mesurer le degré de contamination par la proportion de dioxine présente dans l'échantillon de terre. Or la dioxine s'est tout d'abord répandue sur la surface, sur les arbres et les cultures. Il est évident qu'avec la méthode du carottage la proportion de dioxine apparaissait comme très faible, alors qu'un examen de la surface de la terre et des plantes aurait révélé un taux de contamination



Seveso : ... à peine 4 mois plus tard.

En Suisse (comme à Genève où s'est créé un Comité Seveso) il ne faut pas relâcher la campagne de dénonciation d'Hoffmann-La Roche/Givaudan.

beaucoup plus élevé. Cela explique d'ailleurs pourquoi la zone A (zone qui a été évacuée) est si peu étendue.

Voici un autre exemple de l'incurie des autorités locales dénoncée par le comité : un examen sanguin a été effectué sur la population. Cet examen n'a touché que 10 000 personnes, alors que 100 000 personnes avaient pu être contaminées et auraient dû être examinées. Les données de l'examen ont été introduites dans un ordinateur pour analyse. Une fois les données introduites, on s'est aperçu que personne ne savait faire fonctionner l'ordinateur; il a fallu attendre 15 jours pour qu'un programmeur sur ordinateur vienne.

L. B. : Le comité a joué un rôle dans des mobilisations dans les écoles de la zone B de Seveso. Peux-tu nous décrire ce rôle ?

E. P. : Oui, tu vois, certaines écoles ont été réouvertes, à la rentrée scolaire en septembre, alors qu'elles étaient encore fortement contaminées par la dioxine. Le comité a immédiatement publié une documentation sur la nécessité de la décontamination des écoles et a exigé un contrôle sanitaire régulier des enfants par des médecins et la création d'un livret sanitaire pour chaque enfant qui permette de suivre l'évolution de sa santé sur une longue période.

Le comité a ensuite impulsé des assemblées dans les écoles avec les élèves, des professeurs et des parents. Finalement, sous la pression des professeurs et de parents, les autorités fermèrent dix écoles — ce qui est une victoire.

L. B. : Peux-tu nous dire

E. P. : La réoccupation des terres de la zone A par les populations sinistrées est aujourd'hui une folie : les dangers de contamination sont trop grands.

Ce sont en réalité les prêtres et curés catholiques qui ont organisé la réoccupation et qui y ont poussé les masses. Il faut comprendre que Seveso est depuis toujours une région "blanche" dominée par l'Eglise catholique et la Démocratie chrétienne. Pour te donner un exemple, une partie importante de la jeunesse du coin est organisée dans un mouvement catholique intégris-

te appelé "Communion et Libération". C'est ce mouvement qui, avec toute l'Eglise, a organisé une grande campagne contre l'avortement, en prétendant que la dioxine n'avait pas d'effets dangereux. C'est avec cette propagande que les curés ont préparé beaucoup de gens à la réoccupation.

Notre travail de contre-information et de mobilisation est rendu difficile par l'effet de la propagande réactionnaire de l'Eglise; ce d'autant plus que les syndicats dans cette affaire n'ont pas d'effet sur les masses autre que soporifique, l'effet d'une pilule de valium ! Les syndicats refusent de faire autre chose que de réclamer des indemnités, ce qui est totalement insuffisant.

L. B. : Quels sont les objectifs actuels du comité ?

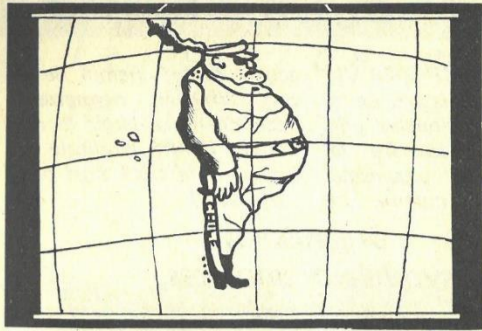
E. P. : Nous voulons faire un travail sur les 4 thèmes suivants :

- * Reclassement aux mêmes conditions des 180 ouvriers d'ICMESA.
- * Complète indemnisation de tous les sinistrés.
- * Examens et soins médicaux réguliers pour toute la population sinistrée.
- * Réquisition des maisons vides pour loger les sinistrés.

C'est essentiellement l'extrême-gauche qui travaille aujourd'hui sur ces 4 points. Il faut reconnaître que nous agissons un peu à contre-courant face à une population qui, majoritairement, se laisse convaincre que le danger de la contamination n'est pas si grand qu'on l'avait cru !

Propos recueillis par Achille

3 +++ notes interna



ARGENTINE

Malgré la répression, début de résistance ouvrière

LE "BODY COUNT"

Le "body count" ou "compte des cadavres" est un procédé qui fut utilisé au Vietnam par le Haut Commandement US. Il est enseigné maintenant dans les cours d'instruction anti-guerilla de l'École des Amériques à Panama. De nombreux officiers argentins y assistent. En l'absence d'affrontements directs avec les guerilleros, le "body count" cherche à semer la terreur au sein de la population susceptible de protéger ou de sympathiser avec la guerilla. Il s'agit en fin de compte de priver celle-ci d'un appui logistique sûr en exterminant les militants, leurs familles, leurs connaissances ou simplement ceux qui refusent de collaborer et de dénoncer. Le bilan en 7 mois est lourd : 13 000 disparus. Quant au nombre de prisonniers politiques, il est passé de 2-4 000 sous Isabel à 30 000 dans les prisons de Videla.

Une partie de la besogne est prise en charge par la police. En mai les deux polices de Buenos Aires, la provinciale et la fédérale, avaient déjà dépensé 70 o/o de leur budget annuel qui doit s'élever à 400 millions de dollars. Mais plus que jamais c'est sur l'action des bandes armées d'extrême-droite que s'appuie la dictature. Les actions ne sont plus signées AAA ou Commando libérateur des Amériques, mais les procédés sont identiques. A intervalles réguliers des charniers de cadavres de militants de gauche et d'extrême-gauche sont découverts. Ce ne sont cependant pas les seuls menacés. Quotidiennement des avocats, médecins, ecclésiastiques, journalistes, professeurs, parfois sans aucune affiliation politique, sont enlevés et assassinés. Et il y a finalement les réfugiés politiques qui sont une cible privilégiée, surtout les Chiliens et les Uruguayens... "solidarité" oblige !

LES MILITAIRES DIVISES ?

Le plus chaud partisan du "body count" est le général MENENDEZ, commandant du IIIème corps d'armée stationné à Cordoba. Mais sa conception de la guerre sauvage semble provoquer la désapprobation d'autres secteurs de l'armée, groupés autour des généraux VIDELA et VIOLA (chef d'Etat major de l'armée de terre). Ces derniers s'inquiè-

tent du coût social et politique de la répression qui déborde le contrôle des organes officiels et qui renforce la pression de l'extrême-droite des militaires.

Mais de là à en tirer la conclusion qu'il existe deux courants distincts au sein des Forces Armées, l'un fascisant et l'autre plus progressiste, il y a un abîme que n'hésite pas à franchir le Parti communiste argentin. Celui-ci (aujourd'hui suspendu et non interdit comme le PST) salua le golpe dès le lendemain du 24 mars face à ce qu'il qualifiait une "grave crise sociale, morale et politique du pays". Le développement des événements l'a depuis lors contraint à de nouvelles acrobaties théoriques derrière lesquelles on retrouve à nouveau la défense des intérêts de l'URSS qui est aujourd'hui l'un des principaux clients de l'Argentine.

Car, en dehors des nuances qui peuvent se manifester au sein de l'armée, la junte reste unie autour de l'objectif central qu'elle s'est fixé : infliger au mouvement ouvrier une défaite telle que toute possibilité de riposte de grande envergure face au projet économique de la bourgeoisie soit étouffée.

UN DEBUT DE RESISTANCE

Si la Junte a infligé une grave défaite au mouvement ouvrier organisé argentin, elle ne l'a cependant pas écrasé comme ce fut le cas au Chili. Il n'a pas fallu longtemps pour que les premières ripostes à l'attaque patronale se fassent jour. En avril-mai, il y eut les grèves de Renault et General Motors. Début septembre, il y eut une nouvelle grève chez General Motors, malgré la loi frappant les grévistes de 6 ans de prison. Ce mouvement fut suivi par les travailleurs de l'automobile et de la métallurgie de Buenos Aires qui se mirent eux aussi en grève pour protester contre l'augmentation de 12 o/o des salaires jugée misérable comparée à la chute de 55 o/o du pouvoir d'achat. Les usines de General Motors et de Chrysler furent paralysées alors que des grèves larvées se déroulaient chez Ford, Fiat et Mercedes-Benz.

Enfin, le 4 octobre dernier 2 000 employés de l'énergie électrique se mirent en grève pour protester contre le licenciement

de 200 d'entre eux, tous dirigeants et responsables syndicaux.

VERS L'UNITE D'ACTION DANS LA RESISTANCE

Ces exemples montrent que des possibilités de reprise de l'activité du mouvement ouvrier argentin continuent d'exister. Mais il serait naïf de les surestimer. Pour que ces actions éclatées, isolées, se transforment à nouveau en un puissant mouvement comba-

tif contre la dictature, s'appuyant sur l'organisation autonome à la base des travailleurs, comme le furent les grèves qui ont précédé le coup d'Etat, le chemin est encore très long. Il passe par une longue période de résistance et d'unité d'action des courants politiques et syndicalistes qui luttent contre la dictature militaire. Ainsi que le déploiement d'une large solidarité internationale pour que l'Argentine ne soit pas un nouveau Chili.

S. G., 7 novembre 1976

LIBEREZ TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !




LIBEREZ PAEZ ET APAZA

La vie de Jose PAEZ, dirigeant ouvrier à la Fiat pendant le Cordobazo et qui fut en 1973 candidat du Parti Socialiste des Travailleurs (PST) à la vice-présidence de la République Argentine et celle de Arturo APAZA, secrétaire de la commission interne de la fabrique automobile Del Carlo, ainsi que celle de milliers de prisonniers politiques et syndicaux argentins sont en danger.

Malgré ses déclarations trompeuses sur le "respect des droits humanitaires", la junte militaire de VIDELA est l'une des plus impitoyables d'Amérique Latine. Seule une protestation internationale massive peut sauver la vie de ces prisonniers politiques et obtenir leur libération. Jose PAEZ en est aujourd'hui l'un des symboles. Sa libération favorisera celle de nombreux autres prisonniers politiques.

ENVOYEZ UNE LETTRE OU UN TELEGRAMME AUJOURD'HUI ENCORE, POUR LA LIBERATION DE JOSE FRANCISCO PAEZ, A :

General Jorge VIDELA Casa Rosada - Buenos Aires

OCCUPATION DE LA MISSION IRLANDAISE A GENEVE Pour que les Murray vivent !

C'est pour alerter l'opinion publique et interpeller la grande presse dans son silence complice que des militants de la LMR de Genève ont occupé la Mission permanente d'Irlande auprès de l'ONU, le vendredi 29 octobre. Les presses suisse et étrangère, convoquées sur place se sont largement faites l'écho de cette démonstration de soutien. Le même soir, un dirigeant du PdT, lors du meeting central de la kermesse de son parti a salué notre action. Le lendemain, "La Suisse" reproduisait intégralement le communiqué de presse remis la veille, "La Tribune", elle, soulignait les motifs et le caractère pacifique de cette occupation.

La sentence fut rendue, par un jury, mais par trois juges désignés par le gouvernement ! L'audition des témoins, ainsi que les débats de la Cour, avaient lieu en l'absence des accusés, détenus dans des conditions scandaleuses, sous garde militaire permanente.

Une campagne internationale de solidarité s'est organisée pour sauver les Murray et dénoncer l'état d'exception qui sévit en Irlande depuis le 1er septembre : toute protestation contre la peine de mort est impitoyablement réprimée; les lois d'exception poursuivent indifféremment les avocats, la presse, les comités de soutien. Tout individu suspecté d'activités illégales peut être incarcéré et mis au secret pendant une semaine, sans inculpation.

Il faut sauver les Murray ! De telles actions, plus généralisées, peuvent être déterminantes pour faire reculer les bourreaux irlandais !



Noël et Mary MURRAY sont deux militants anti-impérialistes irlandais condamnés à être pendus le 27 juillet dernier. Accusés sans preuves de la mort d'un policier, ils risquent d'être assassinés entre le 10 et le 20 novembre. L'instruction et le déroulement du procès furent marqués par la violation

systématique des droits élémentaires que prétendent reconnaître les constitutions bourgeoises : traduits devant une "cour criminelle spéciale", sans que leur appartenance à une organisation subversive ait pu être établie, les Murray ont été condamnés sur des aveux partiels soutirés par la torture; la

7. 11. 76
correspondant genevois

POLOGNE:

Les ouvriers contre la répression

Le document exclusif que nous publions ci-dessous est la lettre de 889 ouvriers d'URSUS au Premier Secrétaire Gierek, exigeant que soient réembauchés tous les ouvriers licenciés à la suite de la grève du 25 juin. Quand on sait que l'usine d'URSUS compte 5.000 ouvriers, que plusieurs centaines d'entre eux avaient été licenciés, battus, condamnés, le fait que près de 900 d'entre eux signent cette lettre, dans des conditions de répression extrêmement dures, prouve que non seulement leur combativité n'avait pas été entamée, mais qu'ils sont prêts à prendre nominalement le risque d'une nouvelle action collective pour défendre leurs droits. C'est bien la preuve que malgré la répression, la classe ouvrière polonaise a conscience de sa force, d'autant qu'aujourd'hui elle n'est plus isolée, ni de l'opposition intellectuelle, ni de la solidarité internationale, comme le prouve l'appel à la solidarité signé par de nombreuses personnalités françaises.

LA LETTRE DES 889 D'URSUS

Aux autorités suprêmes de la République Populaire de Pologne

"Nous, les ouvriers d' "URSUS" demandons à ce que tous ceux qui ont été licenciés par la suite de la grève et de la manifestation du 25 juin 1976 soient réembauchés.

Nous jugeons ceci indispensable, en raison de la situation difficile du pays, de la tension qui règne dans l'usine et des difficultés à réaliser le plan de production par suite de manqué de personnel qualifié.

Nous demandons qu'ils puissent reprendre le travail dans les mêmes conditions qu'auparavant, avec tous les droits résultants de la continuité du travail et qu'ils touchent des salaires correspondants à la durée de temps pendant laquelle ils sont restés sans travail.

Nous sommes persuadés que ce n'est que lorsque tous les ouvriers auront été embauchés que nous pourrons avec tous les polonais, faire face à la difficile situation économique dans laquelle se trouve notre patrie".

DOSSIER (fin)

LE DEBAT SYNDICAL

Voici aujourd'hui la suite — et fin — du DOSSIER commencé dans le dernier numéro sur les Commissions Ouvrières et le débat syndical actuel en Espagne. Jeudi 4 novembre, le bulletin des Cortes (Chambres) espagnols publiait le projet gouvernemental de réforme syndicale, qui marque la fin du syndicat "vertical" (patrons et travailleurs peuvent s'organiser indépendamment les uns des autres), mais, par ses limites, a rencontré l'hostilité des trois principaux courants syndicaux actuels : UGT, USO et Commissions Ouvrières (CO).

Le tournant des Commissions Ouvrières

Lors de l'assemblée générale des CO (Commissions ouvrières) qui s'est tenue à Barcelone le 11 juillet, la majorité des CO, groupée autour du PC, avait défendu le maintien des CO comme "mouvement sociopolitique" face à la minorité du Parti du Travail (PT) et de l'Organisation révolutionnaire des Travailleurs (ORT), décidée à entamer immédiatement la proclamation des syndicats d'entreprises.

Depuis le mois de septembre, une série d'escarmouches a opposé la majorité de la direction des CO au PT et à l'ORT qui ont pris l'initiative de commencer la constitution de "syndicats rouges", de sections unites d'entreprises, (Seat de Pampelune) ou même des syndicats (postiers de Madrid, journaliers agricoles d'Andalousie). Alors que des dirigeants du PT ont été exclus des CO de Séville par la fraction majoritaire, la crise a connu un ultime développement avec l'annonce faite par le courant minoritaire qu'ils scissionnaient des CO, en refusant de s'engager dans le processus de "syndicalisation" des CO, proposé désormais par le PC.

Au début de cette polémique, la fraction liée au PCE reprenait l'argumentation classique en vigueur au sein des CO : "Les CO ne sont pas aujourd'hui et ne prétendent pas être demain un syndicat (...). Nous luttons précisément pour la conquête des libertés fondamentales qui permettent aux travailleurs, réunis en assemblées démocratiques de décider de leur avenir, en créant leur propre organisation syndicale, comme l'esti-

me convenable la majorité, dans le respect absolu des minorités qui représentent réellement des secteurs de travailleurs." (Que sont les CO ?, juin 1966). Il est évident que cette position de "non-construction syndicale" présentait aux yeux du groupe hégémonique un autre intérêt : la possibilité de garder le contrôle sans partage de l'appareil central des CO sans courir le risque de se retrouver confronté avec une extrême-gauche syndicalement construite avant que n'intervienne la "rupture politique".

Et pourtant, à l'issue de sa réunion du 28 septembre, le secrétariat des CO lançait le mot d'ordre "d'affiliation massive" et annonçait "la culmination de ce processus de structuration des CO en syndicat de type nouveau par la tenue d'un congrès général" prévu pour la fin de l'année. Au cours de cette réunion, plusieurs documents étaient élaborés, l'un sur les principes généraux, un "projet de bases provisoires pour normes d'affiliation", une ébauche d'organigramme et surtout un "avant-projet de programme" qui servirait de base à la discussion de préparation du congrès.

Trois événements distincts qui se sont produits entre le 11 juillet et le 28 septembre expliquent cette volte-face : la mise en oeuvre de la "réforme" syndicale par le ministre de la Mata; la création de la coordination des organisations syndicales (COS), enfin la grève générale d'Euskadi et l'auto-organisation des travailleurs de Biscaye après l'assassinat de Jésus Maria Zabala.

Les plans de La Mata

Les entretiens entre le ministre des relations syndicales, de la Mata, et les délégations de l'UGT, de l'USO puis des CO dissipent les derniers doutes que pouvait avoir la direction communiste des CO : décidé à jouer d'entrée de jeu la carte de la division syndicale, le gouvernement dissocie dans le temps la "réforme" poli-

tique et la "réforme" syndicale. Ainsi les 3 centrales qui refusent l'unité (CNT, USO et surtout UGT) pourront "faire un peu de lard" avant que l'octroi de toutes les libertés démocratiques et politiques permette le débat ouvert et à une échelle de masse au sein de la classe ouvrière sur la question syndicale.

La coordination ouvrière syndicale (COS)

Comme l'USO et l'UGT ont constitué des structures d'accueil "syndicales" (sections d'entreprise, affiliation, etc.), il y a un risque pour la direction des CO de perdre trop de terrain. Un membre de la direction explique même en privé que les CO ont déjà perdu 6 mois en gardant leur conception "italienne" du mouvement sociopolitique.

C'est le 22 juillet qu'est

constituée la COS, mais c'est le 11 septembre que naît réellement ce cartel permanent d'unité d'action entre l'USO, l'UGT et les CO. Ce jour-là, en effet, sont publiés les trois textes fondamentaux de la COS, un "manifeste aux travailleurs", une "plate-forme revendicative commune" et les "bases d'accord" entre les trois centrales.

Le texte des deux pre-

miers articles des "bases d'accord" fixe d'emblée toutes les limites de la COS: "le but principal de la COS est d'obtenir l'unité d'action, sur tout l'Etat espagnol entre les organisations syndicales qui y participent avec comme objectif primordial d'obtenir la rupture démocratique et syndicale". Suit alors une clause de style sur l'unité syndicale, "exigence à laquelle la classe ouvrière ne saurait renoncer..." et la première phrase de l'article 2 met les points sur les i : "La COS n'est pas une structure de l'unité organique de la classe ouvrière, et ne préfigure pas cette unité. La COS se situe dans le cadre d'un processus unitaire fondé sur l'unité d'action".

La création de la COS, est certes une tentative de

contrôle des luttes à partir de l'échelon de la branche industrielle ou de la zone, ou d'un trust. Elle représente cependant aux yeux de plusieurs centaines de milliers de travailleurs, surtout dans les secteurs et dans les zones qui n'ont pas connu des expériences avancées d'auto-organisation, un pas en avant sur le chemin de l'unité. Mais surtout, la création de la COS et la "syndicalisation" des CO indiquent, que, dans le cadre du compromis politico-social global que passe le PCE, celui-ci a pris acte de la division syndicale, renoncé à édifier un syndicat unique où il serait majoritaire et n'entreprendra pas de la combattre autrement que verbalement. En faisant par exemple du mot d'ordre de



Les gardes civils chargent à Madrid.

L' "ouverture démocratique" en Espagne tourne à la farce: plusieurs dizaines de militants d'extrême-gauche (Parti du Travail) ont été arrêtés à la fin du mois d'octobre. En France, Giscard recevant Juan Carlos, a fait interdire toutes les manifestations. Une partie des révolutionnaires (dont la LCR) a réussi quand même à manifester à la barbe des flics de Poniatowski.

congrès syndical constituant non pas un axe de bataille avec les autres courants syndicaux, mais une simple dénonciation qui rejette sur les épaules de l'USO et de l'UGT les responsabilités de la division.

(Dans la Brèche no 142, nous avons présenté la "Coordination des entreprises en lutte" mise en place durant la grève du Pays Basque du 13 au 20 septembre : ce système d'élection de délégués élus durant la lutte par les travailleurs de chaque entreprise avait démontré une efficacité et un respect des règles démocrati-

ques infiniment supérieurs à ceux de la COS; c'est cet organisme qui avait en fait conduit la grève générale. Il a commencé à porter ses fruits, lors de la grève de la construction (35 000 travailleurs) de Biscaye : AG de chantiers, AG de zones et coordination des délégués élus chargée de la conduite de la lutte et de la négociation avec le patronat. Après la grève du Pays Basque, le PC, le PSOE et les directions de la COS ont proposé de dissoudre cette "coordination des entreprises en lutte"; les forces majoritaires de l'extrême-gauche dans la région (Mouvement Com-

muniste, MC; LCR-ETA VI, section sympathisante de la IVème Internationale) ont proposé au contraire le maintien de cet organisme élu, considéré comme un

acquis sur le chemin de la syndicalisation, permettant notamment d'élargir le débat sur l'unité syndicale en intégrant la COS à ce projet. — réd.)

Organismes syndicaux unitaires

Pour les révolutionnaires, au contraire de la tactique d'auto-proclamation de sections d'entreprises et de Syndicats rouges par les militants maoïstes du PT et de l'ORT, il s'agit de mener de pair le débat politique sur l'unité syndicale et les perspectives d'action en partant de l'expérience récente, et la construction dans les entreprises d'organismes syndicaux unitaires, transitoires. Ces organismes qui existent déjà dans certains bastions, Babcock-Wilcox, Hauts-Fourneaux, assument certaines tâches syndicales : constitution de caisses de résistance, éditions de bulletins d'entreprises, etc. En même temps, ils mèneraient certaines batailles spécifiques comme l'octroi de locaux au sein des boîtes pour les réunions syndicales.

Mais il est certain que les inégalités d'expérience et de développement du

mouvement de masse dans les différentes régions de l'Etat espagnol, comme l'a montré par exemple l'absence de préparation organisée dans les boîtes, de la grève générale du 1er octobre à Madrid, rendent utopique une perspective de construction de l'unité syndicale par la simple prolifération de ce type d'organismes unitaires. Les militants révolutionnaires basques ont, semble-t-il, compris le danger d'un morcellement régional du mouvement ouvrier, entre les zones où la COS apparaît comme la seule structure unitaire. En menant une bataille systématique pour que la COS soit associée à chaque pas en avant du mouvement, les militants basques entendent montrer la complémentarité des deux structures, en démontrant que la tâche essentielle de la COS était d'impulser l'auto-organisation et le débat sur l'unité syndicale.

Quelle bataille au sein de la CO ?

A l'heure actuelle, vu les rapports de forces au sein des entreprises, le type de liens des trois centrales avec le mouvement de masse, ni l'USO, ni l'UGT n'ont les moyens de s'opposer longtemps à une offensive unitaire fondée sur les deux critères suivants :

- Le respect de la démocratie ouvrière, le respect des différents courants politiques;
- Le choix de répondre aux intérêts immédiats des travailleurs.

La liaison étroite qui caractérise aujourd'hui en Espagne les luttes économiques, sociales et politiques marque toute l'importance de la lutte contre la subordination de l'action revendicative aux pactes politiques centraux que passent les directions communistes, socialistes et les organisations maoïstes. Pourtant, entre la

fausse alternative d'une direction PC qui avalise la division syndicale, et la tactique de contournement par la construction de syndicats rouges auto-proclamés mise en oeuvre par la PT et l'ORT, existe un cadre de bataille, sur la démocratie interne, la lutte pour la construction d'organes syndicaux unitaires d'entreprises, la propagande en faveur d'un congrès syndical constituant et la préparation de la riposte aux plans économiques et politiques du pouvoir où pourraient se retrouver avec les marxistes révolutionnaires, les militants du MC, de Bandera Roja et d'autres courants. La capacité qu'aura le pôle à se regrouper et à se définir dans le débat de préparation du congrès est sans doute l'un des enjeux immédiats décisifs de l'extrême-gauche espagnole.

Michel Rovère

TEMPS DE TRAVAIL ET LUTTE ANTI-CAPITALISTE

dossier sur la diminution du temps de travail

LE DOSSIER "Temps de travail et lutte anti-capitaliste" de la Ligue Marxiste Révolutionnaire vient de sortir de presse (72 pages, 6.-). LE BULLETIN No 3 du Comité 40 heures national vient également de paraître. Passez vos commandes : LAUSANNE : librairie Cedips, r. Tour 8 bis, case 1000 Lausanne 17 23 05 91.

"Le grand soir" de F. Reusser

MIROIR FIDELE OU DEFORMANT ? — 2 critiques

On vous laisse choisir, étant donné que nous, les militants de la Ligue, on a eu dans l'ensemble des réactions très diverses. On s'est réuni pour discuter du film, et puis après on a lu une critique dans "Rouge", le quotidien de nos camarades français, et on a trouvé qu'ils y étaient allés un peu fort. Alors pourquoi ne pas proposer une "critique" qui dialogue aussi bien avec le film de Reusser qu'avec Rouge ? On vous présente le tout, au choix — car il n'y a pas de honte à montrer qu'on n'est pas tout à fait d'accord: gros ou petit, le "Parti" n'a pas à donner de directives aux cinéastes, ni à aucun autre artiste. Bien sûr, ce petit jeu est un peu faussé : il manque dans cette page une prise de position d'un militant — il y en a — qui aime bien ce film. La prochaine fois, peut-être ?

Par amour pour Léa, la jeune militante, et pour se rapprocher d'elle, Léon, le "sécurité", est prêt à "s'engager" à ses côtés. Mais le groupe politique pédale dans le yoghourt. Proclamant la révolution, appelant les ouvriers à changer la vie, les militants sont prêts à accepter l'argent de Léon, mais pas les armes qu'il leur propose. Discourant sur la classe ouvrière, les révolutionnaires de cave restent coupés des travailleurs, et Léa obligée de réfréner ses sentiments pour ne pas entrer en conflit avec son engagement dans le groupe. Pourtant, tout espoir n'est pas perdu, et les démonstrations d'amour et de désespoir de Léon éveilleront peut-être chez Léa l'envie de se débarrasser de son corset calviniste...

Une chose se transforme en son contraire. Le groupe censé préparer la révolution ne fait pas sa révolution; il manquera donc "le grand soir". Léon critique au début du siècle le conservatisme des partis sociaux-démocrates, qui d'instrument pour renverser la société capitaliste, étaient devenus un but en soi, qui se retournaient contre la révolution. Ceux qui se réclament aujourd'hui de Lénine se retournent contre la révolution; au mieux ils préparent le lit de Staline et du Goulag...

Paul Baynac, scénariste du film de Reusser, débattait dans ces mêmes colonnes (La Brèche no 138-139, 5 juillet 1976) sur une telle trame.

"pur et dur" que Lénine pouvait vivre, sur sa face cachée, un grand amour fou. L'axe est fourni : pendant que les militants ressassent leurs dogmes, ils refusent obstinément de prendre en compte la face cachée des choses. De nombreux discours de Léon à Léa s'articulent autour de ce leitmotiv : si vous acceptiez de "vivre votre vie", vos propres contradictions vous aideraient à mieux saisir celles de la société...

Reusser mêle à ce canevas une seconde démarche. A partir des anecdotes, qu'il a lui-même engrangées, il installe ses personnages dans des décors qui lui sont — et qui nous sont — familiers. La petite ville policiée, dont les rues sont constamment surveillées de haut par des caméras mobiles, la banlieue bétonnée où les spéculateurs immobiliers logent les familles ouvrières, les douceurs fin de siècle du Léman : un ensemble d'images qui restituent une ville somnolente. Et cette somnolence contraste ironiquement avec les dogmes dans la bouche de Léa et de ses "camarades"; petit à petit, elle paraît même vouloir l'expliquer.

A mesure que le film avance, que la démarche poétique de Reusser croise celle de l'anecdote, les fils se nouent et se dénouent, sans arriver à s'interpénétrer. A tel point que la fin du film affirme clairement ce caractère décousu : la bande-son (le chant palestinien) gagne son autonomie; l'image devient bur-

habitants assoupis, seront-ils réveillés par l'appel "exemplaire" des armes ? Dommage que dans le "Grand soir", la sensibilité écorchée de Reusser n'ait pas pris le dessus. Pourquoi en effet ne le pouvait-elle pas ? Probablement parce que ne voulant pas — bien qu'entretenant des rapports conflictuels avec lui — rompre avec le canevas fourni par Baynac, Reusser est resté trop rivié à la tâche ingrate qui consistait à l'illustrer, par la mise en scène et la direction d'acteur, par le choix des angles de vue, des décors, le montage. Illustrer, mais pas dominer. Ce corset impose

au film ses limites : la caricature, mais surtout l'impression de l'immobilisme. Peut-être bien que les militants sont parfois déconnectés de la réalité sociale. Mais si on les photographie isolément, on risque d'oublier que la société se rapproche plus du cinéma que de la photographie; elle évolue, et les quelques luttes ouvrières qui ont eu lieu en Suisse quelques mois après le tournage du "Grand soir" n'ont déjà plus rien à voir avec la lointaine allusion au conflit Bally (Sion) qui traverse le film.

F. Gonseth

Rouge:

"FABRIQUER DES IMAGES SANS SE POSER LA MOINDRE QUESTION"



"Le grand soir"

C'est l'après-Mai 68 en Suisse dans la paisible ville de Lausanne. Il s'appelle Léon, elle s'appelle Léa. Léon est gardien de nuit, puis démarcheur à domicile, ensuite il abandonnera son emploi pour "vivre". Léa milite et parle souvent à coup de citations et de mots d'ordres. Léon, lui, est au-dessus de tout cela. Il affiche la plupart du temps un sourire qui semble dire à Léa : "ce que tu te gourres fillette..."

Cet aspect des rapports entre les deux personnages principaux est symptomatique, car ce n'est pas un hasard si la femme est la militante (illusionnée), et l'homme (beau mâle en plus) le désabusé qui veut "vivre". Le réalisateur bien sûr est un homme. Pour les spectateurs qui rejettent le militantisme, Léon est l'élément rassurant du film. Son personnage est lourdement chargé de positivité. Il est entouré de militants caricaturés. Il lui en apprend des choses à cette pauvre Léa qui croit tout savoir sur la vie de Lénine ! Après leur avoir offert une machine offset, Léon montre au "groupe léniniste" que lui, au moins, il passe aux actes:

ils cambriole une armurerie.

Francis Reusser reproche aux militants en général de "fabriquer des images sans se poser la moindre question". Il est bien évident que chez beaucoup d'entre nous, l'assurance dans le langage cache souvent des quantités de problèmes qui nous interpellent sur la manière dont nous vivons notre quotidien.

Ce film devrait donc déranger le spectateur dans ses habitudes de pensée, et l'amener à investir et à questionner ce qui est si souvent refoulé par nous les militants : "les problèmes du mode de vie". On s'attendrait donc à ce qu'un film "fait pour changer le regard" (comme le prétend Reusser) apporte des éléments nouveaux dans le mode de représentation des personnages et du cadre dans lequel ils évoluent, aidant par là à changer un peu le rapport qu'il y a entre le spectateur et l'image. Or, il n'en est rien. *Le Grand Soir* tombe lui aussi dans le piège du typage. En ce qui concerne Lausanne par exemple : c'est, comme toujours, une ville tranquille, d'où de blancs bateaux partent pour Evian sur les eaux calmes du

Lac Léman, pendant que paisibles vieillards soupirent devant le temps qui fuit. Ensuite les militants : aussi bien dans leur discours que dans leur comportement, ils sont stéréotypés. Quant aux flics qui apparaissent à la fin du film, Reusser n'a pas pu s'empêcher (lui aussi) d'en donner une image ridicule qui rassure et conforte le spectateur. L'ennuyeux c'est que devant ces deux flics qui ressemblent à des Dupont-Dupond, on ne fait que rire confortablement (on est du bon côté). Cela a beau être un rire "de gauche", c'est pas pour ça qu'il nous fait réfléchir ou que nous nous posons des questions.

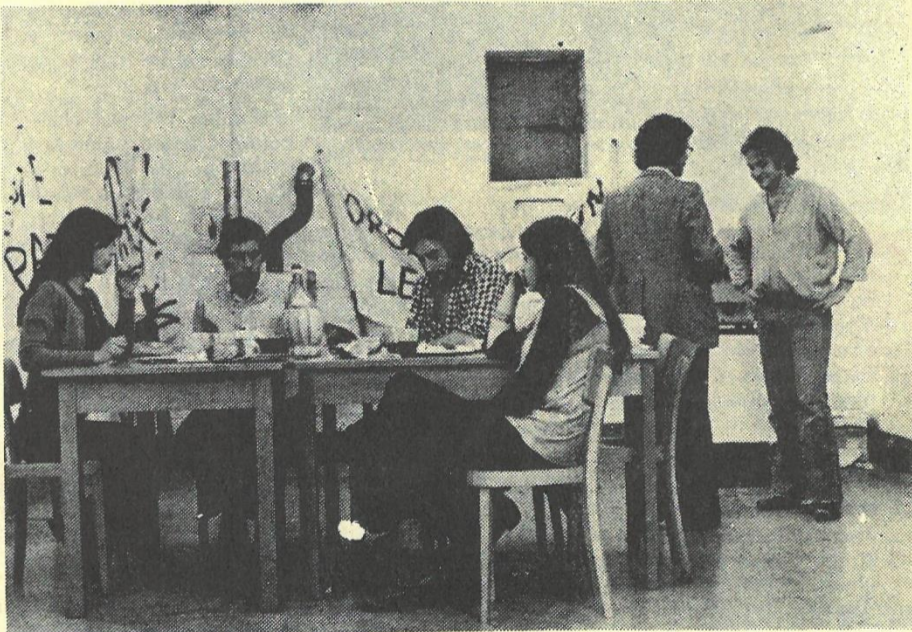
Est-ce donc en typant les personnages et en les insérant dans des images de la Suisse, qui ne diffèrent pas de celles que nous en donnent les mass media dominants, que l'on va amener le spectateur à s'interroger comme le voudrait le réalisateur ? Reusser doit tourner un autre film qui serait la suite du *Grand Soir*. Espérons donc qu'en fabriquant ses images, et ses sons, il contestera sa façon de poser les questions.

G. Lenoir

Note : A propos du rire "de gauche", je signale au camarade que ce sont surtout les bourgeois qui se marrent pendant ce film (en tout cas à Genève, où je l'ai vu). La dactylo.

Filmographie de Francis Reusser

Films :
1968 : Patricia
1969 : Vive la mort
1970 : Biladi, une révolution
1975 : Le Grand Soir



Le jury de Locarno a décerné son grand prix au "Grand soir" de Francis Reusser, pour "une prise de position conséquente". Le film correspond-il à un hommage politique si ambigu ?

Francis Reusser s'est inspiré de ce canevas. Il sait de quoi il parle, lui qui a durant de longues années suivi l'évolution de nos camarades de "Rupture pour le Communisme". D'ailleurs, le "groupe léniniste" du film de Reusser semble inspiré autant par la Ligue que par Rupture. Reusser a souffert de ses rapports avec les militants. Et dans les rapports de Léon et Léa, et à travers elle au "groupe", on retrouve l'expérience amère du cinéaste. Souffrance inutile, puisqu'elle n'aide en rien à supprimer celle que nous cause cette société mutilante et glaciale. Prenant ses distances, Reusser tend aux militants un miroir, dans lequel enfin ils pourraient se reconnaître, et "vivre" enfin.

"Le grand soir", premier long métrage abouti de Francis Reusser, entrelace deux démarches : la parabole mise en forme par Baynac, et l'expérience sensible et écorchée de Reusser. La parabole vide son sac dans le premier quart du film déjà : lorsque Léon apprend à Léa qu'un révolutionnaire aussi

lesque (les policiers) et le montage s'accélère. Pressé d'en finir, Reusser ?

Sans doute, comme dit G. Lenoir, dans Rouge, les personnages sont-ils "typés". Caricaturés ? Pas forcément, pas toujours ? Mais l'approche des militants reste froide, étrangement distante. Pourtant, Reusser nous fait suivre ce groupe et cette ville manifestement à plusieurs reprises à travers les yeux de Léa. Et là, Reusser triche : même lorsque nous cessons de voir le groupe à travers le trou de la serrure, leurs motivations n'apparaissent jamais. Etrange secte ! Que les militants refusent de se voir eux-mêmes tels qu'ils sont, c'est possible. Mais Léa seule vivrait-elle une "vie privée" entremêlée à sa "vie militante" ? Et Reusser, qui semble si bien imager l'impassé à laquelle conduit le discours dogmatique fondé sur l'illusion des vertus de l'exemple, prend-il lui-même au sérieux la démonstration de la vénalité du groupe qui refuse l'utilisation des armes que Léon leur tend ? La ville somnolente, ses

LAUSANNE CINE CLUB

Aula du Collège de l'Elysée, à 20 h. 30
mardi 23 nov. : *Shirin's Hochzeit (le mariage de Shirine)*, Helma Sanders
mardi 30 nov. : *TRASH*, de Paul Morrissey et Andy Warhol, USA, 1970
mardi 7 déc. : *La mort du directeur du cirque de puces ou Comment Otto-caro Weiss réforme son entreprise*, de Thomas Koerfer, Suisse, 1972
mardi 14 déc. : *Le cabinet des figures de cire, 1924 et Escalier de service de Paul Leni, Allemagne, 1921.*
samedi-dimanche 20-21 novembre : Week-end BUSBY BERKELEY, 6 films, 1932-1935.

GENEVE

THEATRE MOBILE : dès le mercre-

di 17 novembre : "VAS-Y LEON" de Michel Beretti, à la Maison de quartier de la Jonction.

Une création originale sur la lutte des classes à Genève de la crise à la guerre mondiale.

THEATRE DE CAROUGE : jusqu'au 27 novembre (à Lausanne, du 7 au 12 décembre) : "La résistible ascension d'Arturo Ui" de B. Brecht, mise en scène de F. Rochaix

CINEMA VOLTAIRE CAC : du 9 au 28 novembre : "Aspect du jeune cinéma allemand" (Fassbinder, Fleischmann, Sanders, Brander, etc.), programme détaillé au CAC.

CONCERT AMR

Salle Patiño, à 20 h. 45
samedi 20 nov. : ANGLE, funky music

Elections U.S.

La roulette américaine

Jimmy Carter élu par 28 o/o des Américains... Le 39ème président des Etats-Unis, le premier élu à la suite du scandale du Watergate et à la suite de la cuisante défaite américaine en Indochine a réalisé un score peu en rapport avec les moyens financiers mobilisés pour sa campagne électorale... Quelques semaines avant le vote, les sondages faisaient encore apparaître un taux d'abstention probable de 50 o/o. La gigantesque campagne de dernière heure pour faire participer le plus grand nombre d'électeurs possible n'aura permis que de grignoter quelques 4 o/o... La classe dirigeante du chef de file de l'impérialisme mondial s'est inquiétée

fortement de ce phénomène de "désaffection" à l'égard du fonctionnement des "institutions démocratiques" américaines. Il contient en effet un facteur d'incertitude quant à l'avenir du système du bi-partisme, et notamment une possible remise en cause du soutien que les syndicats américains apportent traditionnellement au parti démocrate. Mais l'abstention cynique et désabusée n'est pas encore la méfiance active. C'est à l'accélération de cette évolution que nos camarades américains du SWP (Parti socialiste des travailleurs) ont consacré leur gigantesque effort de propagande durant cette campagne électorale (voir ci-dessous, l'interview du

candidat à la présidence Peter Camejo).

L'avènement de Jimmy Carter apportera-t-il une réorientation de la politique extérieure américaine ? Un soutien moins ouvert aux régimes sanguinaires d'Amérique latine, d'Afrique, et d'Asie ? Il serait faux de se fier aux déclarations électorales du marchand de cacahuètes. Le soutien de quelques-uns des secteurs économiques les plus importants de l'économie américaine (pétrochimie, industrie aéronautique et militaire, agro-business, banques) est à prendre beaucoup plus au sérieux. Ce sera Kissinger même sans Kissinger.



Qui est derrière Carter ?

Avec derrière lui une longue carrière politique, Richard Nixon a dû s'y prendre à deux fois pour accéder à la présidence. Carter, lui, réussit du premier coup, au terme d'une carrière politique très limitée. Habile ? Certainement. Mais il ne s'est pas "fait" lui-même. Derrière chacun de ses pas depuis 1973 "un groupe de professionnels de la politique, composé d'avocats de Wall Street, d'hommes d'affaires, d'assistants auprès du Congrès, de professeurs de facultés, d'experts des fondations, qui forment le "gouvernement de l'ombre" des Etats-Unis". (PH, 1er novembre 1976). Ces éminences grises se retrouvent notamment dans la "Commission trilatérale", qui regroupe des hommes comme D. Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, Z. Brzezinski, professeur à l'Université de Columbia, mais aussi... Giovanni Agnelli (PDG de Fiat) et l'actuel premier ministre français Raymond

Barre (!). Les membres de cette commission cherchent à penser à un "nouvel ordre international" — en bref à réaménager la défense des intérêts de l'impérialisme américain. Dans La Brèche no 134 (24. 4. 76), Ch.A. Udry, notait à propos du "malaise évident dans les cercles dirigeants américains" : "Kissinger appréhende à la fois les possibilités de bouleversements importants en Europe et les marges de manœuvres limitées dont

l'impérialisme dispose dans la phase présente". Dans ces conditions, "toute intervention militaire directe contre une montée révolutionnaire en Italie ou en Espagne est fort peu envisageable". Carter n'a-t-il pas déclaré durant la campagne (15 mars 76) que si les méthodes "traditionnelles" ne réussissent pas à empêcher la venue de gouvernements de gauche en Europe, les USA n'essaieront tout de même pas d'intervenir militairement ?



Grâce à la pire démagogie, le soutien d'une partie de la communauté noire...

Interview de Peter Camejo, candidat du SWP aux élections présidentielles

"NOUS ESSAYONS D'EXPLIQUER AUX TRAVAILLEURS QUE DERRIERE LES DEUX GRANDS PARTIS, IL Y A LES CLASSES..."

* 22 mois de campagne, 250 000 dollars de budget, 80 candidats répartis entre 28 Etats... n'était-ce pas un projet trop ambitieux pour une organisation de la taille du Socialist Workers Party ?

De nombreuses personnes, en plus des militants du SWP, ont effectivement participé à la réalisation de cette campagne. Celle-ci, et c'est là le plus important, nous a permis de toucher des millions de personnes que les socialistes n'auraient jamais pu approcher autrement. Un seul show d'une demi-heure à la télévision nous a permis de diffuser nos idées socialistes en direction de 5 millions de téléspectateurs. Nous avons voulu prendre avantage de cette occasion pour expliquer aux Américains que les deux partis bourgeois, démocrate et républicain, ne représentaient pas leurs intérêts et que nous avons besoin d'un parti qui représente les intérêts de la classe ouvrière. C'est ce que nous avons fait durant cette campagne, tout en participant aux développements de mouvements de masse, le mouvement ouvrier, le mouvement des femmes, le mouvement pour les droits civiques, toutes les luttes qui, à l'heure actuelle, sont au centre des préoccupations d'une majorité d'Américains.

* La campagne du SWP est extrêmement propagandiste. Dans la plupart de tes meetings, le niveau général des interven-

tions serait qualifié en France d'élémentaire. De plus il n'y a ni drapeaux rouges, ni chants révolutionnaires, sans parler de l'Internationale, peux-tu nous expliquer pourquoi ?

Notre propagande socialiste a pour but de faire comprendre aux gens que les partis représentent des classes. Il n'y a jamais eu aux Etats-Unis de parti ouvrier de masse et donc notre principale tâche dans cette campagne est de mettre en évidence la farce électorale dirigée par les deux partis bourgeois qui tous deux représentent les mêmes intérêts, et de faire comprendre à une masse d'Américains que les problèmes qui les touchent, que ce soit le chômage, l'inflation, la discrimination, le racisme, la pollution sont entièrement déterminés par les deux partis pour satisfaire les intérêts de la classe dominante.

* Deux éléments de la situation politique me paraissent particulièrement importants : le cynisme et l'apathie d'une fraction importante de l'électorat américain et le soutien apporté, contrairement à leurs habitudes, par des dirigeants de secteurs clés de l'économie au candidat démocrate Jimmy Carter. Peut-on parler de la fin du bipartisme ?

Je crois qu'il est effectivement prématuré de parler de la fin du bipartisme, parce qu'un grand nombre d'électeurs ne voteront le 2 novembre pour aucun

LES DOMESTIQUES DE MISTER JIMMY

A Plains, Géorgie, la ville où habite Jimmy Carter, les quartiers noirs sont bien séparés des quartiers blancs. Dans ces quartiers noirs, toutes les femmes noires sont ou ont été à une époque ou une autre domestique dans la maison des Carter ou cueilleuse de cacahuètes dans la plantation des Carter.

Toutes sans exception sont pauvres. "Nous ne possédons rien", dit une vieille femme qui travaillait dans la plantation de

cacahuètes et ensuite s'occupait des enfants Carter. Une autre travaille maintenant à la maison des Carter "quand son travail est nécessaire". Pendant la campagne pour les élections primaires "ils étaient si souvent absents" que c'était seulement 8 ou 10 heures par semaine (le salaire est à l'heure).

Dans cette ville où il y a peu de travail, le destin d'une femme noire se résume à ces deux alternatives: domestique chez les Carter

ou (et) travailler à la plantation. Carter est redevable de beaucoup à la plupart des femmes noires de Plains : elles ont tenu sa maison propre, la maison de ses parents et cueilli ses cacahuètes.

Si l'on était au XIXème siècle, Plains serait la plantation de Mr Jimmy. On pourrait parler d'esclavage. Mais on est au XXème siècle, et Plains est la ville de Mr Carter. On peut parler de surexploitation de type capitaliste.



.... pendant ce temps, dans la ville de Carter: l'esclavage en plein XXème siècle.

Au bout de Carter street (!) à Plains, il y a une route boueuse, bordée de nombreuses maisons de Noirs. Cet endroit semble être à des km de Jimmy Carter, mais c'est seulement à quelques pâtés de maisons.

Les maisons ont été rafistolées et encore rafistolées. En face de l'une d'elles, il y a un potager, et là j'ai rencontré les soeurs Ruth et Emma Harvey.

Ruth Harvey, 63 ans, était domestique chez Carter et a aussi travaillé à sa plantation de cacahuètes. "Je suis si déprimée, dit-elle, je n'ai plus de travail. Je fais un peu de couture, mais ma machine à cou-

dre est cassée et je ne peux me payer le luxe de la faire réparer. J'espère qu'ils augmenteront ma sécurité sociale".

Ruth Harvey dit qu'elle s'est occupée d'Amy, la plus jeune fille de Carter, avant qu'il soit élu gouverneur. Quand elle a commencé à travailler pour les Carter en 1966, elle gagnait 12 dollars pour 20 heures de travail.

Mais quelques temps après, elle demanda une augmentation aux Carter, leur disant qu'elle n'était pas satisfaite. Les Carter augmentèrent ses heures de travail à 40 par semaine et la payèrent 50 dollars.

Il y a deux ans, Ruth

Harvey a travaillé dans la plantation de cacahuètes de Carter. Elle gagnait environ 65 dollars par semaine. "Ce n'était pas beaucoup, dit-elle, mais tout ce que nous faisons était de ramasser des cacahuètes". Maintenant, elle précise que leur principale source de nourriture est leur potager, et qu'elles ne mangent pas beaucoup de viande.

Emma Harvey espère comme sa soeur une augmentation de la sécurité sociale. Elle a aussi travaillé pour la famille Carter, dans les années 40 et 50. Elle traitait les cacahuètes et gagnait 17 ou 18 dollars par semaine.

Mais ce n'est pas pour ces dures périodes passées qu'elle se fait du souci. Il y a beaucoup d'enfants à Plains. Le problème du travail la tourmente : "J'espère qu'ils construiront quelques usines par ici, dit-elle, nous avons tant besoin de travail".

Mais créer des places de travail n'est pas la première préoccupation de Carter. Il désire que la ville reste zone résidentielle pour préserver cette image rustique qu'il a cultivée devant les media.

extrait d'un article de The Militant

des 2 partis bourgeois. L'affaire du Watergate est responsable pour beaucoup de ce cynisme et de cette apathie. Aussi est-il difficile de prédire ce qui va se passer dans les prochaines années. A moins qu'un important parti socialiste ne se développe, à moins que n'apparaisse une véritable alternative, la désaffection d'une majorité de l'électorat ne changerait fondamentalement rien.

* Peut-on envisager que ce cynisme, cette apathie se transforment en conscience de classe et en combativité ?

A court terme, l'élément le plus impor-

tant pour favoriser cette prise de conscience est la campagne de Sadlowski, visant à obtenir la direction du Syndicat de la Métallurgie. Une opposition s'est en effet développée à la base au sein de cette union syndicale, la plus importante de la centrale AFL-CIO qui regroupe plus d'un million et demi de travailleurs. Elle commence à marquer des points. Si Sadlowski et le mouvement qui le porte devaient l'emporter, cela permettrait de voir se développer de nouvelles luttes qui auraient très certainement pour conséquence de développer la combativité et la conscience de classe des travailleurs.